



Numéro 3 - septembre 2016

## Des productions végétales fortement impactées par les conditions climatiques du printemps et de l'été

### ■ Synthèses Légumes d'hiver

La douceur de l'hiver 2015-2016 a pesé sur les récoltes et la commercialisation des légumes de saison

*F. Kane*

### ■ Synthèses Animaux de boucherie

En 2015, la crise laitière et la FCO ont impacté la production et les marchés des bovins

*M.A. Lapuyade*

### ■ Synthèses Aviculture

Après une année 2014 favorable, le marché du foie gras français se maintient en 2015

*C. Pendariès*

### ■ Synthèses IAA

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, l'activité des IAA a très légèrement progressé par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2015

*M. Kuhn-le-Braz*



# Éditorial

## Des productions végétales fortement impactées par les conditions climatiques du printemps et de l'été

**A**près un mois de mai marqué par des températures inférieures aux normales et des précipitations exceptionnelles dans de nombreuses régions, l'assèchement progressif du climat au cours des mois suivants (*Infos rapides Climatologie, septembre 2016*), n'a pas permis d'améliorer l'état végétatif ou de rattraper le retard des cultures. Le pic de chaleur et la sécheresse qui s'est étendue à tout le territoire en août pourraient de leur côté limiter les productions d'été comme le maïs ou le tournesol.

Les conditions climatiques fin mai-début juin et la pluviométrie peu à peu déficitaire au cours des mois suivants ont impacté la production d'herbe des prairies permanentes. Au 20 août, la production cumulée de fourrages est redevenue normale (à 105 % de la production de référence) après avoir été excédentaire en juillet mais elle demeure contrastée : normale à excédentaire pour une grande majorité de régions fourragères, déficitaire pour certaines régions du pourtour méditerranéen, du Limousin et de l'Auvergne ou encore de la Bretagne (*Infos rapides Prairies, septembre 2016*).

Les rendements des céréales d'hiver ont été fortement pénalisés en 2016 par l'excès d'eau et le manque de soleil en juin : prolifération des maladies et des insectes ravageurs, floraison puis remplissage des grains perturbés. Le Bassin Parisien, les régions du Nord et de l'Est de la France ont été particulièrement touchés. Selon les estimations au 1<sup>er</sup> septembre, la récolte de céréales reculerait de l'ordre de 24 % par rapport à 2015 et de près de 20 % par rapport à la moyenne 2011-2015. Les rendements en blé tendre, estimés à 54 quintaux à l'hectare, seraient inférieurs de 24 % à la moyenne 2011-2015 et retrouveraient un niveau proche de celui observé au milieu des années 1980 dans un contexte alors caractérisé par la progression tendancielle des rendements. Le manque de pluie en juillet et en août a dégradé le potentiel de rendement de certaines cultures d'été (maïs, tournesol). La récolte de maïs-grain (y c. semences) fléchirait de 7 % sur un an et celle de tournesol augmenterait de 3,3 % sur un an mais serait inférieure de 21 % à la moyenne 2011-2015. La production de colza se replierait de même que celle des protéagineux (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, septembre 2016*). Cette faible moisson pour le premier exportateur européen s'inscrit sur fond de récoltes mondiales prévues en hausse et exceptionnelles en Russie et Ukraine. Dans un contexte d'excellentes récoltes mondiales, les cours des céréales et des oléagineux en juillet 2016 sont en repli en France sur un an.

Les intempéries (orages, vent et grêle) fin mai et durant le mois de juin ont aussi pesé sur la récolte et la commercialisation des fruits et des légumes d'été. Elles ont entamé les potentiels de récolte, en réduisant la charge ou les calibres, en provoquant des éclatements notamment pour certaines variétés précoces, ou encore en noyant certaines parcelles et en retardant les pics de production (melon). La production d'abricots serait l'une des plus faibles de ces dix dernières années. La météo a également découragé la consommation de certains produits comme les tomates en juin. Avec des disponibilités globalement en baisse (sauf pour la tomate et les salades) et une demande de consommation au rendez-vous en juillet avec la remontée des températures, les cours des fruits et des légumes se sont hissés à des niveaux élevés par rapport à 2015 et à la moyenne des cours de juillet 2011-2015. Les hausses sur un an sont plus élevées pour les légumes (+ 36 %) que pour les fruits (+ 11 %) (*Infos rapides Fruits-Légumes, août - septembre 2016*).

De son côté, la météo de l'hiver 2015-2016 avait déjà impacté la production puis la commercialisation des légumes d'hiver. Au cours de cet hiver, la progression du thermomètre, cumulée à la forte luminosité, a favorisé la précocité des récoltes d'hiver, normalement attendues en début d'année 2016. Face à cette douceur, certaines productions n'ont pas toujours rencontré la demande, souvent tournée vers d'autres légumes : endive concurrencée par les salades ou désaffection vis-à-vis du chou-fleur à la suite de l'avancée du pic de production. Par la suite, le rafraîchissement des températures en mars et avril a limité l'avance végétative de certains légumes comme le chou-fleur et relancé la demande pour les légumes d'hiver à un moment où la production déclinait. Les prix se sont alors envolés. Avec des prix contrastés et des productions plutôt en hausse, à l'exception du chou-fleur et du poireau, le chiffre d'affaires cumulé depuis le début de la campagne jusqu'à fin avril des légumes d'hiver a cependant progressé sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières récoltes, à l'exception de la carotte et surtout de la laitue en recul sur cinq ans (*La douceur de l'hiver 2015-2016 a pesé sur les récoltes et la commercialisation des légumes de saison, Légumes, n°2016/290, juin 2016*).

Alors qu'à la fin juin 2016, le niveau des stocks de pommes et poires de la campagne 2015-2016 est marginal (*Infos rapides Stocks Pommes-Poires, juillet 2016*), la production pour la campagne 2016-2017 s'annonce en baisse, en particulier pour les poires (- 8 % comparé à 2015 et - 7 % par

rapport à la moyenne sur cinq ans). Ce recul est essentiellement le fait d'une chute de la production de poires d'été en Provence et Languedoc, affectées lors de la floraison et de la nouaison par les intempéries. Pour les pommes, la remontée des températures à partir de juillet n'a pas permis de rattraper le retard végétatif pris au printemps (*Infos rapides Pommes-Poires, septembre 2016*).

Le potentiel de production viticole a également été entamé par le gel au printemps en Champagne, Bourgogne et Val de Loire, la grêle en Charente, Bourgogne-Beaujolais, et Languedoc-Roussillon et les épisodes de vent conjugués à l'aggravation de la sécheresse sur le pourtour méditerranéen en juillet et août. Le cycle phénologique 2016 est donc en retard et les estimations au 22 août font état d'une récolte en baisse sur un an (- 10 %) et par rapport à la moyenne sur cinq ans (- 7 %). En revanche, le climat sec en août a eu un impact favorable sur l'état sanitaire de la vigne (*Infos rapides viticulture, août 2016*).

Au 1<sup>er</sup> semestre 2016, les productions françaises d'animaux de boucherie sont en hausse par rapport à la même période de 2015, dans un contexte de prix à la production en recul sur la période pour la totalité des espèces, avec toutefois sur les deux derniers mois une reprise des cours des ovins et surtout des porcins (*Infos rapides Bovins/ovins/porcins, août 2016*). Ce dynamisme des productions est en lien avec la progression des abattages pour toutes les espèces et, pour les bovins en particulier, par une bonne tenue des exportations de brouillards notamment vers l'Italie, l'Algérie et le Maroc, malgré un marché du brouillard toujours perturbé par la fièvre catarrhale ovine (FCO).

En 2015, la production et la commercialisation des bovins ont été perturbées par la crise laitière et la FCO. La légère hausse de la production, après la stabilité de 2014, reflète avant tout l'accélération de la mise à la réforme des vaches laitières, à la suite de prix du lait en repli depuis plusieurs mois. Cet afflux de vaches dans les abattoirs a tiré les cours à la baisse par rapport à 2014. De son côté, la FCO a freiné les exportations de bovins maigres à partir de septembre 2015 (Italie et Turquie notamment), favorisant la fermeté des cours, en nette hausse sur un an en fin d'année (*En 2015, la crise laitière et la FCO ont impacté la production et les marchés des bovins, Bovins n° 2016/293, juillet 2016*).

En juillet 2016, malgré des abattages en progression pour toutes les espèces, les prix se redressent sur un an, sauf pour les gros bovins, grâce à une demande estivale dynamique. Après un 1<sup>er</sup> semestre en repli sensible sur un an, les cours des ovins se rapprochent du niveau de juillet 2015, soutenus par la demande en pièces de grillade. Ceux de la viande porcine sont orientés à la hausse sur un an pour le deuxième mois consécutif, sous l'effet d'exportations toujours dynamiques en juillet vers les pays tiers, notamment la Chine. Quant aux prix des veaux, ils se maintiennent en légère hausse sur un an depuis plusieurs mois. Seuls les cours des gros bovins accentuent leur baisse sur un an, en lien avec la hausse des disponibilités et l'érosion de la demande intérieure.

Au premier semestre 2016, la production de volailles, toutes espèces confondues, serait quasiment stable sur un an, en progression pour la dinde mais en recul pour les canards. Dans le même temps, la balance du commerce extérieur des viandes et préparations de volaille est déficitaire en volume sous l'effet d'une hausse des importations bien supérieure à celle des exportations. Les mises en place de poussins décrochent depuis janvier pour toutes les espèces, à l'exception des dindes. En juillet 2016, les abattages de volailles se replient en tonnes et en têtes, surtout pour les canards (- 41 % pour l'ensemble des canards et - 70 % pour les canards à gaver par rapport à juillet 2015).

En 2015, la production de foie gras a été quasiment stable par rapport à 2014 et la consommation calculée par bilan s'est maintenue. En revanche, les achats des ménages pour leur consommation à domicile se sont légèrement repliés après le niveau élevé atteint en 2014. L'excédent des échanges extérieurs a progressé, en volume et en valeur, sous l'action conjointe d'une hausse des exportations, notamment de foie gras transformé, et d'une réduction des importations en provenance de Bulgarie. Depuis le début 2016, la production et la commercialisation du foie gras sont perturbées par l'épizootie d'influenza aviaire apparue à l'automne 2015. Les exportations se réduisent tandis que les importations sont en croissance sensible sur un an (*Après une année 2014 favorable, le marché du foie gras français se maintient en 2015, Aviculture n° 2016/291, juin 2016*).

Au 1<sup>er</sup> semestre 2016, les mises en place de poulettes de ponte d'œufs de consommation sont en hausse sur un an grâce à la progression enregistrée au deuxième trimestre. Les perspectives de production d'œufs tablent sur un repli au mois de septembre sur un an mais un redressement par rapport aux mois précédents. Malgré une baisse de la production au 1<sup>er</sup> semestre 2016, les prix à la production sont inférieurs depuis le début de l'année aux cours de 2015, (à l'exception d'une embellie en mars), souffrant d'une concurrence exacerbée sur les marchés européen et extra-communautaire (*Infos rapides Aviculture, septembre 2016*).

En mai 2016, la collecte française de lait de vache marque le pas par rapport à mai 2015 dans la plupart des bassins de production, à l'exception de ceux de Normandie, du Centre et dans une moindre mesure de Nord-Picardie. Les fabrications de yaourts, desserts lactés, crème conditionnée et beurre sont en hausse sur un an mais baissent pour les fromages. Les collectes et les fabrications de lait de chèvre et de brebis sont dynamiques par rapport à la même période de 2015 (*Infos rapides Lait, juillet 2016*). Dans un contexte toujours lourd sur le marché mondial des produits laitiers (offre abondante mais demande en berne), les prix du lait reculent en juillet 2016 même si certains signes semblent annoncer un raffermissement des cours dans les prochains mois.

En juillet 2016, les prix de l'ensemble des produits agricoles à la production se maintiennent sur un an, la baisse des prix des céréales, des oléagineux, du bétail et des œufs étant compensée par l'augmentation des

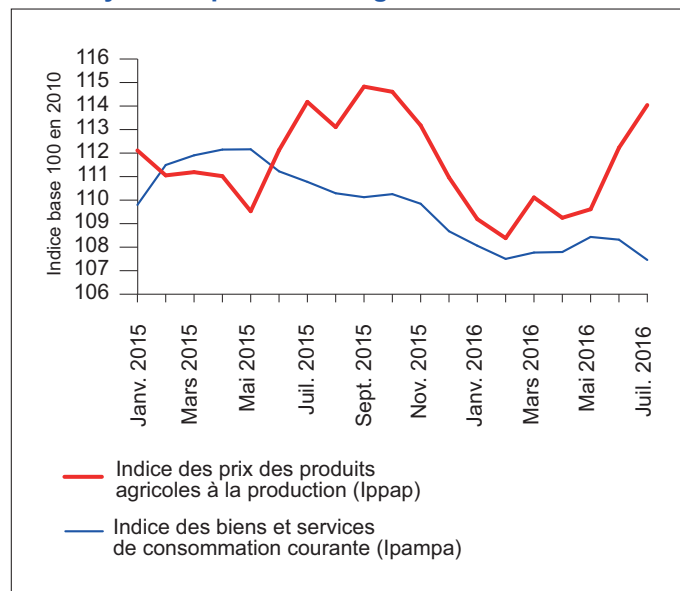
prix des vins, des fruits et surtout des légumes. De leur côté, les prix à la consommation des produits alimentaires sont en légère progression sur un an tandis que ceux des boissons non alcoolisées fléchissent (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires, septembre 2016*).

Dans le sillage des baisses enregistrées en 2015 et au 1<sup>er</sup> semestre 2016, le coût des intrants fléchit en juillet 2016 sur un an, essentiellement en lien avec la diminution du prix des aliments pour animaux et du coût de l'énergie. Toutefois, la baisse des cours sur un an des aliments, de l'énergie et des lubrifiants ralentit par rapport aux mois précédents. Seul le repli des cours des engrais et amendements s'accélère sur un an (*Infos rapides Coûts de production, septembre 2016*).

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, l'activité des IAA (hors tabac) a légèrement progressé en volume sur un an mais à un rythme moins soutenu que lors des quatre trimestres précédents. La production des industries alimentaires s'est accrue tandis que les fabrications de boissons ont reculé pour le deuxième trimestre consécutif. Le chiffre d'affaires a augmenté malgré la baisse des prix. La consommation de produits agroalimentaires a été dynamique. Le différentiel d'évolution entre la production et la consommation s'est traduit par un surcroît d'importations et une réduction de l'excédent commercial (*Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, l'activité des IAA a très légèrement progressé par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2015, IAA, n° 2016/292, juillet 2016*). La diminution sur un an de l'excédent des échanges de produits transformés s'est poursuivie au second trimestre et en juillet 2016, du fait du recul des exportations de produits laitiers et de vins. L'excédent des produits agricoles bruts a également fléchi,

pénalisé par la forte baisse des exportations de céréales, notamment de blé et d'orge. Au total, le solde excédentaire s'est réduit aussi bien avec l'UE que les pays tiers (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, septembre 2016*).

### En juillet 2016, quasi-stabilité des prix des produits agricoles à la production sur un an et recul des prix des moyens de production agricole



Sources : Agreste, Insee





## La douceur de l'hiver 2015-2016 a pesé sur les récoltes et la commercialisation des légumes de saison

***Si la météo du printemps et de l'été 2015 a été favorable au démarrage de la production des légumes d'hiver, avec des précipitations proches des normales et des températures en hausse, la douceur de l'hiver 2015-2016 a en revanche engendré un contexte plus difficile pour la plupart des productions. La faible demande en légumes traditionnellement consommés en hiver, cumulée à la précocité des récoltes de certains produits a en effet déséquilibré les marchés. La campagne de commercialisation a ainsi été très contrastée. Fin avril 2016, le chiffre d'affaires national cumulé de la plupart des légumes a cependant progressé sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, à l'exception de la carotte et surtout de la laitue en recul sur cinq ans.***

### Définition des légumes d'hiver

Les légumes d'hiver correspondent aux productions de frais pour lesquelles le pic des récoltes a lieu au cours de l'automne et de l'hiver. La carotte, la chicorée, le chou-fleur, la laitue et le poireau sont concernés. Dans le cas de l'endive, c'est la période de forçage en chicons, réalisée tout au long de l'automne et de l'hiver qui est retenue, l'étape de culture des racines ayant eu lieu les mois précédents, de mai à octobre.

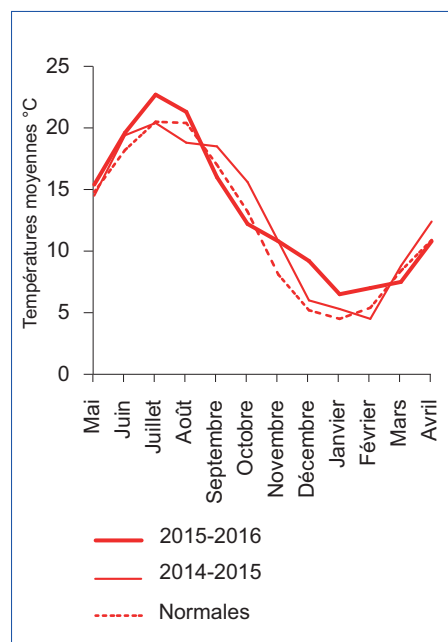
### Une campagne à nouveau sous forte influence de la météo

La campagne 2015-2016 des légumes d'hiver a débuté dans des conditions favorables grâce à des précipitations proches des normales au printemps et à l'été 2015 et des températures en hausse, propices aux premières productions. Les conditions météorologiques de l'hiver 2015-2016 ont ensuite particulièrement impacté la production des légumes d'hiver. Sur la période de novembre 2015 à février 2016, la température moyenne a augmenté de 2,6 °C par rapport aux normales et de

1,7°C par rapport à la campagne précédente. Cette progression du thermomètre, cumulée à la forte luminosité, a favorisé la précocité des productions d'hiver, attendues normalement en début d'année, et poussé à la hausse les calibres. Avec un hiver doux, certaines productions d'hiver n'ont pas toujours rencontré la demande, souvent tournée vers d'autres légumes : la présence de nombreuses salades vertes sur les étals a ainsi détourné les consommateurs de l'endive, habituel produit de saison hivernale. Par la suite, le rafraîchissement des mois de mars et avril 2016 a limité

l'avance végétative des cultures et relancé la demande en produits traditionnellement plébiscités en hiver.

### Les températures de l'hiver 2015-2016 ont été en hausse sur un an et par rapport aux normales de saison



Source : Météo France

D'octobre à décembre 2015, la pluviométrie a été en retrait par rapport aux normales. Les premiers mois de l'année 2016 ont par la suite connu un rebond hydrique important, propices globalement aux dernières productions hivernales et aux premières récoltes de printemps.

### Chou-fleur : la précocité des récoltes a fait place à une situation de pénurie à la sortie de l'hiver

Sur l'ensemble de la campagne 2015-2016 (juin 2015 à mai 2016), la production accuse un repli de 24 % sur un an et de 31 % par rapport à la moyenne 2010-2014, atteignant la valeur de 237 milliers de tonnes et confirmant le recul des deux campagnes précédentes. La réduction des récoltes s'inscrit dans un contexte de surfaces stables sur un an, toutefois en retrait de 10 % par rapport à la moyenne 2010-2014. Les superficies en production sont localisées principalement dans les régions de l'Ouest, et dans une moindre mesure

dans le Nord et le Sud-Est. En effet, à l'échelle de la campagne, les régions Basse-Normandie et Bretagne ont produit respectivement 6 % et 80 % des volumes nationaux (131 millions de têtes), et à partir d'octobre ont pris le relais de la région Nord dont la production s'étale de juin à novembre.

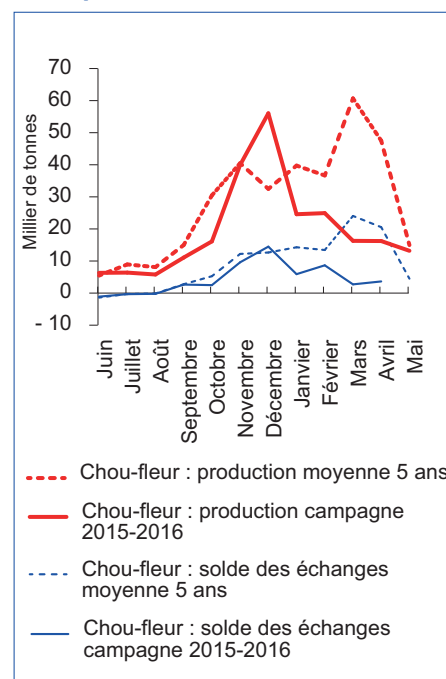
La production de chou-fleur a été particulièrement pénalisée par la douceur de l'hiver 2015-2016. Les températures clémentes des derniers mois de 2015 ont favorisé la croissance précoce et importante des récoltes, avançant ainsi en décembre le pic de production, traditionnellement attendu en mars et avril. Ce contexte a entraîné une situation de déséquilibre entre l'offre et la demande en novembre et décembre 2015.

Sur les marchés, le chou-fleur a bénéficié lors de la période estivale de niveaux de prix en hausse sur un an et sur les cinq dernières campagnes. Par la suite, le pic de production de décembre a tiré les prix vers le bas, face à une offre importante et une demande limitée par la douceur du climat. Le marché s'est amélioré à

partir du mois de mars, période pendant laquelle le rafraîchissement des températures, conjugué à une production très en retrait, a hissé les prix à des niveaux très hauts (+ 179 % en avril 2016 par rapport à avril 2015). Malgré une production en repli, le chiffre d'affaires cumulé depuis le début de la campagne jusqu'en avril a augmenté de 8 % sur un an et de 16 % par rapport à la moyenne 2010-2014, grâce à la hausse des prix en début et fin de campagne.

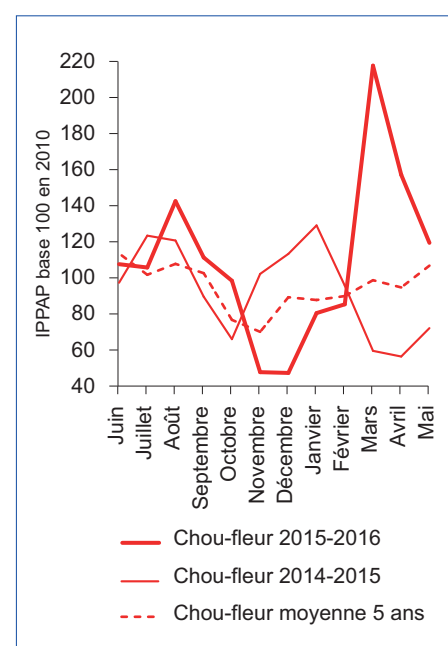
Malgré un repli sur un an en volume (- 45 %) et en valeur (- 39 %), la balance commerciale du chou-fleur - y compris brocolis - est l'un des seuls postes excédentaires depuis plus de 5 ans, atteignant 35 millions d'euros entre juin 2015 et avril 2016 pour 48 500 tonnes. Les exportations ont été en net recul sur un an (- 26 %), particulièrement au premier trimestre 2016 (- 66 % en mars), en lien avec le repli des récoltes sur cette période. Le recul de l'excédent commercial résulte également de la progression des importations (+ 10 % sur un an), soutenues par la pénurie des marchandises disponibles en début d'année 2016.

### Au cours de l'hiver 2015-2016, hausse puis retrait marqué de la production de chou-fleur



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

### Les prix du chou-fleur ont flambé début 2016

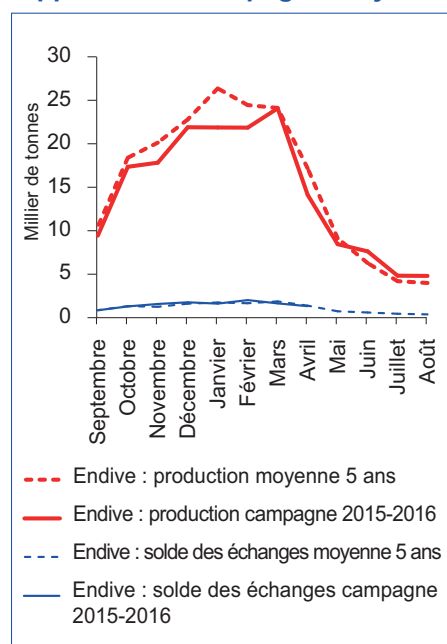


Source : Agreste

## Endive : la production de chicons a résisté au repli des surfaces de racines

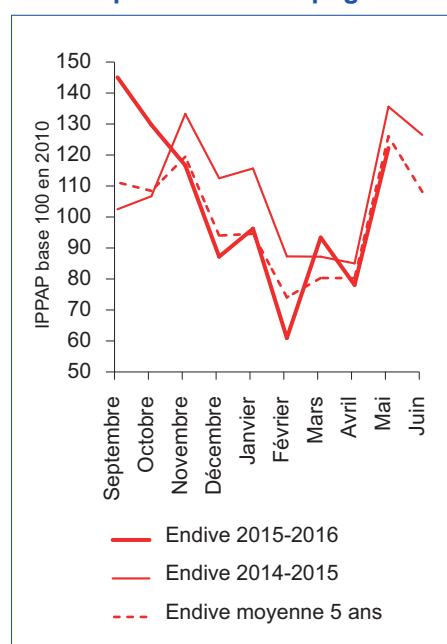
Pour la campagne 2015-2016 (septembre 2015 à juin 2016), les surfaces implantées en racines d'endive

### Sur la campagne 2015-2016, la production d'endives a reculé par rapport à une campagne moyenne



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

### Les prix se sont également réduits par rapport aux cinq dernières campagnes



Source : Agreste

se sont repliées modérément sur un an (- 1 %), mais de 21 % par rapport aux cinq dernières campagnes. Malgré des températures proches des normales lors de la période de culture des racines (mai à septembre), cumulées à des précipitations soutenues et propices au bon déroulé de la campagne culturale, les récoltes de racines ont subi un repli équivalent. Jusqu'en octobre, les rendements au forçage sont restés modestes, car les ateliers travaillent encore pour l'essentiel avec les racines de la campagne précédente. Avec l'arrivée de nouvelles racines, l'activité de forçage a pu dégager 174 milliers de tonnes, en hausse sur un an (+ 1 %), mais en retrait de 12 % par rapport aux cinq dernières campagnes.

Favorisée par la douceur de l'hiver, la présence de salades sur les étals a détourné les consommateurs de l'endive, produit traditionnel de l'hiver. Ainsi, de novembre 2015 à mai 2016, les cours ont diminué sur un an, à des niveaux proches de la moyenne 2010-2014. Malgré le repli des prix moyens sur la période allant de septembre 2015 à mai 2016, le chiffre d'affaires a légèrement progressé (+ 1 % sur un an et + 3 % par rapport à la moyenne 2010-2014).

Dans une moindre mesure que pour le chou-fleur, le solde des échanges de chicons reste excédentaire en cumul de septembre 2015 à avril 2016, atteignant 12 100 tonnes, soit 13,9 millions d'euros. L'excédent est néanmoins en recul de 6 % en volume, et de 8 % en valeur, en lien avec la baisse des exportations en volume et en valeur, respectivement - 2,4 % et - 7 % sur la période.

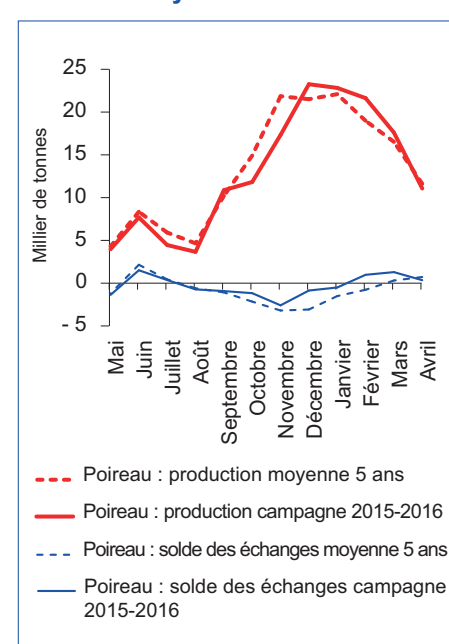
### Poireau : la bonne tenue de la consommation estivale a soutenu les prix en 2015-2016

Avec 5 100 ha en production, les superficies implantées en poireau au cours de la campagne 2015-2016 (mai 2015 à avril 2016) sont en repli de 2 % sur un an et de 4 % par rapport à la moyenne 2010-2014. Seule la région Nord-Pas-de-Calais enregistre un maintien des surfaces, et progresse de 16 % par rapport aux

cinq dernières campagnes. Dans un contexte de surfaces globalement en recul, les volumes récoltés (156 milliers de tonnes) sont également en baisse : - 4 % sur un an et - 1 % par rapport à la moyenne 2010-2014. À la faveur d'un hiver 2016 clément et d'un état sanitaire correct des parcelles, cumulés à un bon calibre des poireaux, les rendements ont cependant localement augmenté : + 28 % en région Rhône-Alpes et + 35 % en Bretagne. Sur les trois premiers mois de la campagne (mai à juillet), ce sont les régions du bassin Centre-Ouest qui ont approvisionné le marché français.

Les cours ont débuté la campagne à des niveaux légèrement supérieurs à ceux de 2014 mais en repli par rapport à la moyenne sur cinq ans. Au cours de l'été, face à une offre modérée, la consommation a soutenu les cours, en progression sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Cette situation a perduré jusqu'au début 2016. À partir de janvier, la douceur de l'hiver a freiné la demande et les prix ont retrouvé les niveaux de la campagne précédente, en deçà de la moyenne des cours 2010-2014. Les prix du poireau ont également bénéficié du recul des importations en provenance

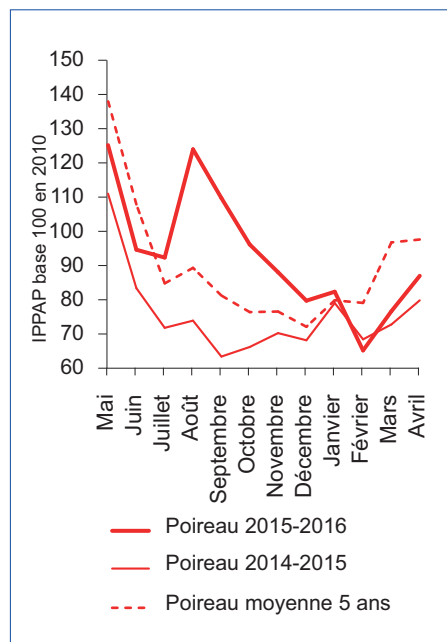
### À partir de décembre, les récoltes mensuelles de poireau ont dépassé le niveau moyen 2010-2014



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)



**Les cours du poireau sont restés au-dessus des prix de la campagne 2014-2015 jusqu'en janvier, puis ont retrouvé les niveaux de la campagne 2014-2015**



Source : Agreste

faveur de rendements moyens en progression (+ 5 %). Les récoltes dans le Sud-Ouest sont en croissance marquée de 6 % sur un an, et de 4 % par rapport à la moyenne 2010-2014. Les volumes nationaux dégagés en première partie de campagne, de mai à novembre, ont progressé de 4 % sur un an, sous l'impulsion de températures douces. Les fortes hausses des précipitations sur les quatre premiers mois de 2016 (+ 35 % par rapport aux normales) ont par la suite pénalisé les récoltes : des écarts de tri importants, ainsi que des difficultés d'arrachage dans les parcelles, ont réduit la production par rapport à la campagne précédente (- 1,5 %) sur cette période. La production de la campagne 2015-2016 s'élève ainsi à 345 milliers de tonnes.

Alors qu'à partir de juillet 2015, les cours ont affiché des valeurs proches de la moyenne 2010-2014, les prix sur un an ont été en hausse mar-

quée depuis le début de la campagne jusqu'à la fin décembre (+ 20 % en moyenne). Par la suite, freinés par une demande modérée au cours de l'hiver 2015-2016, en lien avec la douceur des températures, les prix ont retrouvé les valeurs de la campagne précédente. Cette dernière ayant été fortement pénalisée par des cours très bas, le chiffre d'affaires cumulé sur la campagne 2015-2016 a progressé de 19 % sur un an, mais demeure en repli de 2 % par rapport à la moyenne 2010-2014.

Le déficit des échanges extérieurs de la carotte « de frais » et des navets - regroupés dans le même poste de la nomenclature douanière - s'est réduit de 43 % par rapport à la campagne précédente. Avec un léger recul des importations sur un an (- 1 %), la diminution du déficit provient principalement de la progression marquée des exportations (+ 22 %).

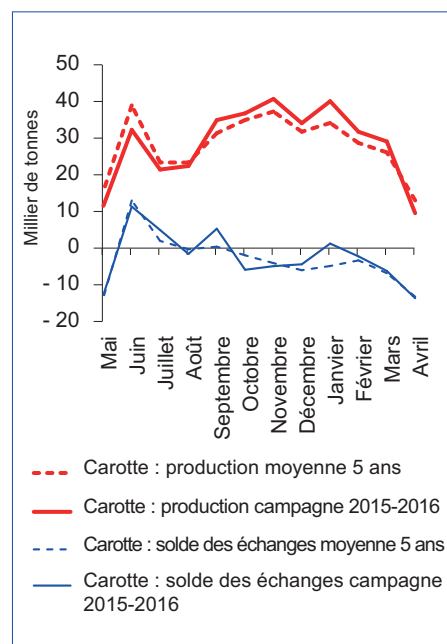
de Belgique (- 9 % sur un an), dont la production concurrence traditionnellement la production française sur les marchés. Malgré une production en baisse, le chiffre d'affaires cumulé fin avril 2016, depuis le début de la campagne, a progressé de 15 % sur un an et de 4 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années, grâce à des prix en hausse sur un an pendant une grande partie de la campagne.

Sur les marchés internationaux, les exportations se sont davantage repliées que les importations (respectivement - 14 % et - 2 % sur la campagne par rapport l'an passé) creusant le déficit des échanges, en hausse de 25 % sur la campagne (- 3 630 tonnes).

**Carotte : la production et les cours ont progressé par rapport à la campagne 2014-2015**

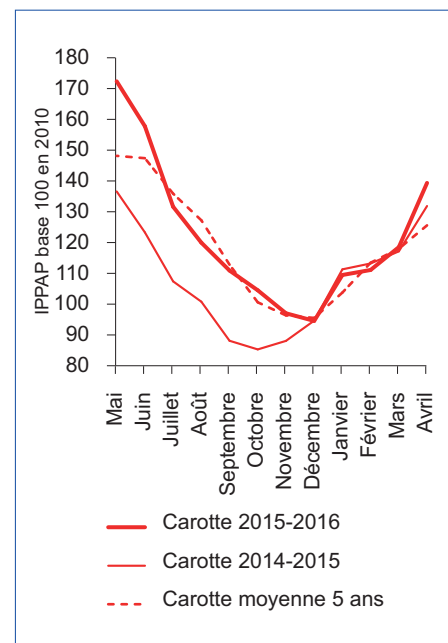
Malgré le léger repli des surfaces implantées en carotte sur la campagne 2015-2016 (- 1 % entre mai 2015 et avril 2016 par rapport à la même période de 2014-2015), la production a augmenté de 2 % à la

**Les récoltes de carotte ont légèrement progressé par rapport à la moyenne 2010-2014**



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

**Les cours de la carotte ont augmenté sur un an jusqu'en début 2016 puis ont retrouvé les niveaux moyens**

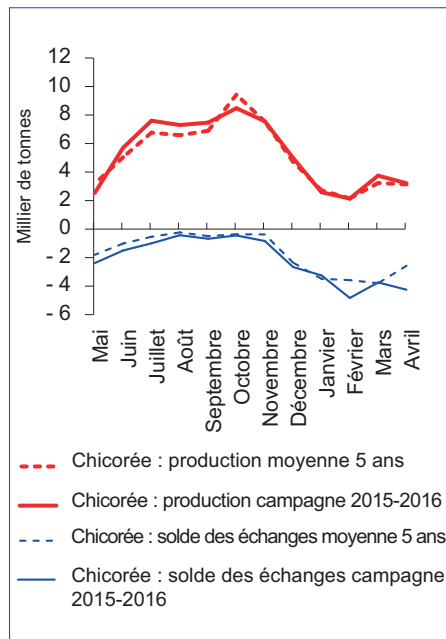


Source : Agreste

## Chicorée : la météo hivernale a fortement perturbé les marchés de la chicorée

La campagne estivale de production (mai à septembre 2015) de la chicorée a démarré dans un contexte de stabilité

### Les premières récoltes de chicorée ont été en hausse par rapport à la moyenne 2010-2014



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

### Les prix des chicorées ont baissé sur un an sur la seconde partie de la campagne, pénalisés par la hausse des récoltes et une demande limitée



Source : Agreste

des surfaces en frisée et en progression de 12 % sur un an pour la scarole. Sur cette période, les bassins Nord, Centre-Ouest et Sud-est ont fortement contribué à la progression globale des récoltes (+ 23 % sur un an). À partir de l'automne et jusqu'à la fin de campagne, les régions du Sud-Est ont peu à peu pris le relais. La production hivernale de chicorée enregistre une progression de 14 % sur un an, dont + 16 % en chicorée frisée et + 12 % en chicorée scarole. Sur cette période, les récoltes ont atteint 50 241 millions de têtes, contre 44 342 millions sur la période hivernale 2014-2015. Ainsi sur l'ensemble de la campagne, les deux variétés de chicorée affichent des récoltes en progression, tout en se maintenant en retrait de 3 % par rapport à celles des cinq dernières campagnes.

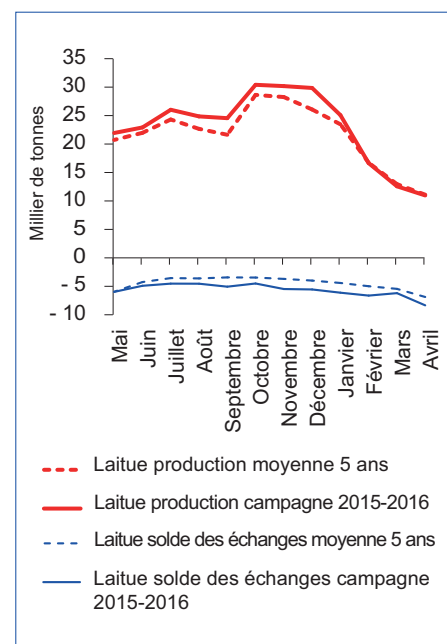
En mai 2015, les cours ont débuté à des valeurs proches de l'an passé et des niveaux moyens des cinq dernières campagnes. La douceur de l'automne et de l'hiver et le rebond de la production ont accentué la baisse des prix. Afin de limiter l'offre, des destructions aux champs ont eu lieu en fin de première rotation pour permettre la remise en culture de nouveaux plants. Malgré ces opérations réalisées en hiver, l'offre est restée très importante face à une demande timide. Jusqu'à la fin de la campagne, les cours sont demeurés inférieurs à 2014-2015 et à la moyenne 2010-2014. À la faveur de la hausse des récoltes, le chiffre d'affaires s'est néanmoins accru de 10 % au cours de la campagne 2015-2016 et de 8 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.

Sur la campagne 2015-2016, le déficit des échanges extérieurs s'est réduit, en baisse de 2,4 % par rapport à la dernière campagne. Les importations de chicorées ont reculé de 4 % sur un an, notamment celles en provenance d'Espagne (- 2,4 %), mais la péninsule ibérique demeure le premier pays depuis lequel la France s'approvisionne (79 % de ses importations).

## Laitue : le marché de la laitue est entré en crise conjoncturelle dès le mois de novembre 2015

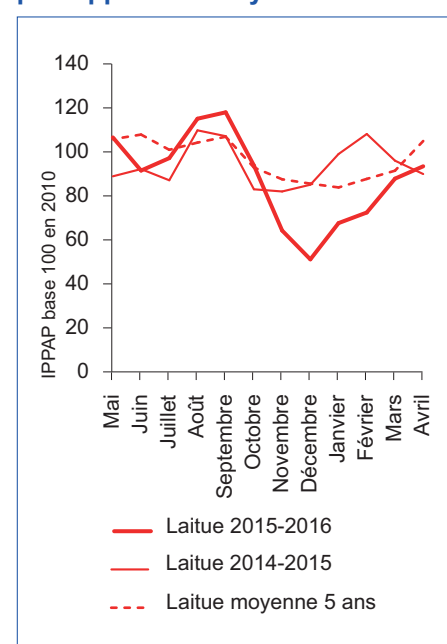
La campagne 2015-2016 (mai 2015 à avril 2016) a été marquée par le recul parfois prononcé des surfaces en production.

### Malgré le repli des surfaces, la récolte de laitue a été supérieure à la production moyenne 2010-2014



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

### À partir de novembre 2015, les prix de la laitue se sont maintenus en net retrait sur un an et par rapport à la moyenne 2010-2014



Source : Agreste

Les surfaces implantées en laitue à couper, autres pommées et romaines se sont repliées respectivement de 11 %, 9 % et 18 % (pour des surfaces néanmoins plus limitées en romaine). Si les surfaces d'été (de mai à septembre 2015) ont été en recul de 1 %, celles d'hiver (d'octobre 2015 à mai 2016) l'ont été davantage (- 14 %). Malgré le repli des surfaces (- 7 % sur un an et - 12 % par rapport aux cinq dernières campagnes), la production globale est en hausse de 3 %, et atteint 573 millions de têtes, avec des hétérogénéités variétales fortes. Les récoltes de batavia et laitue à couper ont progressé respectivement de 4 % et 5 % sur un an, tandis que la production des autres laitues pommées et romaines (sur des volumes réduits) reculait de 4 % et 31 %.

En dépit du repli plus marqué des surfaces sur la période hivernale, la production a été stable pour l'en-

semble des variétés de salades, et en retrait de 22 % sur les cinq dernières campagnes. La douceur du climat au cours de l'hiver a permis d'accélérer le cycle végétatif, mais a fragilisé localement la production, déséquilibrant les récoltes dans certaines régions, comme en PACA : maturation trop rapide sur pied, qualité non optimale, et pertes avant et après récolte. Le manque d'ensoleillement en mars et avril 2016 a par ailleurs entraîné des baisses de calibre.

De mai à octobre 2015, les cours se sont maintenus en hausse par rapport à ceux de l'an passé et à la moyenne des prix 2010-2014. Par la suite, la demande a été peu dynamique et est restée en berne jusqu'à la fin de la campagne, tirant les prix vers le bas.

Les prix ont retrouvé le niveau de la moyenne 2010-2014 à partir de mars,

mais sont demeurés en repli sur un an. La légère progression des récoltes est parvenue à compenser le recul des prix sur la campagne, et le chiffre d'affaires a progressé de 3 % sur un an, toutefois toujours en repli sur les cinq dernières années (- 17 %), pénalisé par la baisse de la production par rapport aux cinq dernières campagnes.

Au cours de la période hivernale, la part des salades espagnoles dans les apports étrangers a atteint 81 %, en hausse de 5 % par rapport à la même période de l'an dernier. À l'échelle de la campagne, le déficit des échanges extérieurs s'est creusé de 9 % pour atteindre 67 130 tonnes, sous l'effet d'une hausse des importations très supérieure à celle des exportations sur un an (respectivement + 8 % et + 1 %).

## Sources et définitions

### Sources

- Prévisions de production issues de l'enquête de conjoncture légumes : Agreste
- Statistique Annuelle Agricole : Agreste
- Indice des prix à la production des fruits et légumes : Agreste, Réseau National des Marchés
- Données de commerce extérieur : DGDDI (Douanes)
- Relevés de températures et de précipitations : Météo-France

### Définitions

- IPPAP : Indice des prix de produits agricoles à la production
- Les normales saisonnières sont les moyennes sur la période 1981-2010 des hauteurs de précipitations et des températures moyennes mensuelles.
- Les moyennes 2010-2014 sont calculées à partir des données de la Statistique Annuelle Agricole.
- Solde des échanges extérieurs = Exportations - Importations
- Le Réseau National des Marchés considère un produit en crise conjoncturelle lorsque le prix est anormalement bas (baisse d'au moins 25 % par rapport aux cinq dernières campagnes) pendant deux à cinq jours ouvrés consécutifs.

### Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - DISAR » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Légumes » pour les publications Agreste Conjoncture

**Lien : <http://agreste.agriculture.gouv.fr/conjoncture/legumes/>**

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Infos rapides légumes, juin 2016
- « Une demande active pour les légumes d'hiver mais concentrée sur une période réduite par la douceur de l'automne et la précocité du printemps » Synthèses légumes n° 2015/268, juin 2015

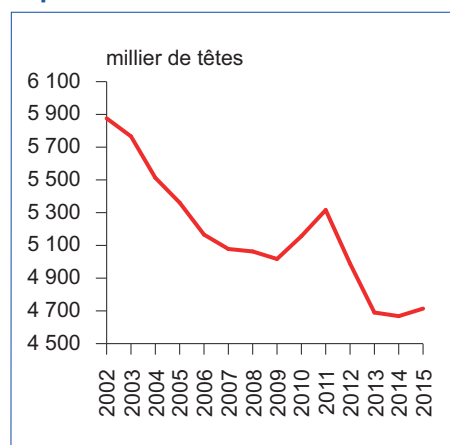




## En 2015, la crise laitière et la FCO ont impacté la production et les marchés des bovins

**Q**uasiment stable en 2014, après les fortes baisses de 2012 et 2013, la production française de bovins finis s'est légèrement redressée en 2015. Elle a ainsi progressé de 60 000 têtes pour dépasser 4,7 millions de têtes, sans retrouver toutefois son niveau d'avant 2010. La légère hausse observée en 2015 est avant tout le reflet de la crise laitière actuelle qui a conduit à une augmentation des mises à la réforme de vaches laitières. L'afflux de vaches laitières dans les abattoirs a perturbé le marché de la viande bovine, entraînant une baisse des cours par rapport à 2014. Sur les cinq premiers mois de 2016, les cours des vaches demeurent nettement en deçà des cours des années précédentes. Sur l'année 2015, les exportations de bovins maigres ont globalement progressé malgré l'apparition de la fièvre catarrhale ovine. Les cours des broutards, en hausse soutenue pendant la période de limitation de la circulation des animaux, ont contribué à l'augmentation moyenne des cours sur un an. Sur les cinq premiers mois de 2016, les cours sont en hausse marquée par rapport aux années précédentes.

### En 2015, légère reprise de la production de bovins finis



Source : Agreste

En 2015, la production totale de bovins finis a progressé de 1 % par rapport à 2014 pour s'établir à 4,7 millions de têtes. Répartie entre 28 % de veaux de boucherie (bovins abattus à moins de 8 mois) et 72 % de bovins abattus à plus de 8 mois (gros bovins), la production totale de bovins finis a été portée par celle des gros bovins femelles (+ 3,1 %). La production de veaux de boucherie a, quant à elle, reculé de 1,7 % sur un an. Par rapport au niveau moyen atteint sur la période 2010-2014, les productions se sont toutefois toutes repliées, quelle que soit la catégorie.

### Les abattages de vaches laitières tirent la production de gros bovins à la hausse

Avec près de 2,2 millions de têtes en 2015, la production de femelles (vaches et génisses) a progressé par rapport à 2014 (+ 3,1 %), après avoir fortement baissé en 2012 et 2013, à la suite d'une situation conjoncturelle particulière engendrée par un épisode de sécheresse au printemps 2011. Au cours de ces deux années, les craintes au sujet d'une insuffisance des ressources fourragères avaient incité les éleveurs à envoyer plus de bovins à l'abattage.

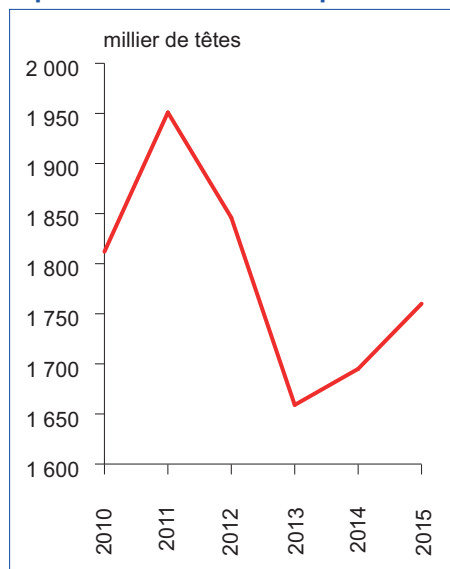
## En 2015, la production de bovins finis a été soutenue par la production de femelles

	Production de bovins finis (millier de têtes)						Évolution (%)		
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Moyenne 2010/2014	2015/2014	2015/moyenne 2010-2014
<b>Gros bovins</b>	<b>3 714</b>	<b>3 881</b>	<b>3 627</b>	<b>3 366</b>	<b>3 374</b>	<b>3 441</b>	<b>3 592</b>	<b>+ 2,0</b>	<b>- 4,2</b>
Femelles	2 311	2 461	2 319	2 093	2 127	<b>2 194</b>	2 262	+ 3,1	- 3,0
Mâles	1 402	1 420	1 308	1 273	1 247	<b>1 247</b>	1 330	+ 0,0	- 6,2
<b>Veaux de boucherie</b>	<b>1 443</b>	<b>1 435</b>	<b>1 362</b>	<b>1 323</b>	<b>1 294</b>	<b>1 272</b>	<b>1 371</b>	<b>- 1,7</b>	<b>- 7,2</b>
<b>Total bovins</b>	<b>5 156</b>	<b>5 316</b>	<b>4 989</b>	<b>4 690</b>	<b>4 668</b>	<b>4 714</b>	<b>4 964</b>	<b>+ 1,0</b>	<b>- 5,0</b>

Source : Agreste

La production de bovins femelles coïncide quasiment avec les abattages, le commerce extérieur étant marginal. Parmi ces abattages, les vaches représentent 80 % des volumes et les génisses de plus de 12 mois, 20 %. Cette proportion demeure relativement stable d'une année sur l'autre.

### Les abattages de vaches repartent à la hausse depuis 2014

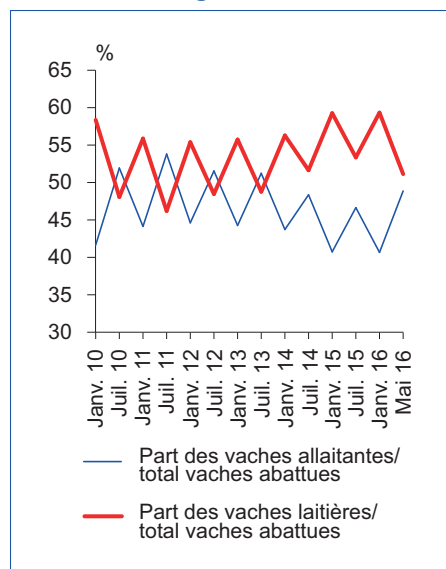


Source : Agreste

Depuis 2014, les abattages de vaches sont en augmentation. En 2015, le contexte laitier morose, peu favorable aux prix du lait, a conduit les éleveurs laitiers à accélérer la mise à la réforme des vaches. Ils l'ont fait d'autant plus facilement que la présence, dans les exploitations laitières, de génisses de renouvellement en nombre élevé permettait de ne pas grever le potentiel de production des exploitations. Les abattages totaux de vaches ont ainsi progressé de 4 % en 2015, avec une hausse encore plus

marquée pour les vaches laitières, accroissant la part de ces dernières dans l'ensemble des vaches abattues (57 % en 2015 contre 55 % en 2014 et 53 % en 2013). En novembre 2015, la proportion des vaches laitières a même dépassé 61 %.

### Depuis 2013, augmentation de la proportion de vaches laitières dans les abattages totaux de vaches



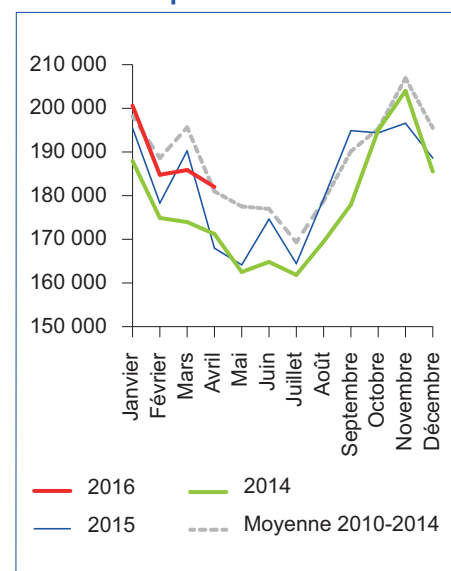
Source : Agreste

Dans le même temps, dans le cadre de la mise en place en 2015 de la nouvelle « Aide Bovins Allaitants » (ABA), les éleveurs de vaches allaitantes ont maintenu sur leurs exploitations un nombre élevé de vaches en attendant de connaître l'effectif d'animaux pouvant bénéficier de l'aide. Les modalités financières de cette aide n'ayant été connues que fin 2015 et l'enveloppe disponible ayant permis de primer tous les animaux déclarés et répondant aux conditions d'attribution des aides pour la campagne 2015, les abattages de

vaches allaitantes sont restés proches des niveaux des années précédentes.

L'année 2016 a ainsi débuté avec un effectif important de vaches allaitantes dans les exploitations, compte tenu de l'incertitude sur les critères d'obtention de l'ABA pour cette deuxième année. Sur les cinq premiers mois de l'année 2016, les abattages de vaches allaitantes se situent à des niveaux supérieurs de près de 5 % à 2015, tout en restant en deçà de la moyenne des cinq dernières années.

### En 2015, augmentation des abattages de bovins finis femelles de plus d'un an



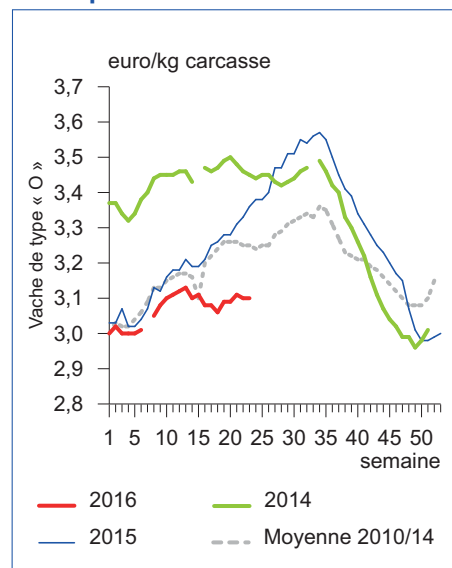
Source : Agreste

### Les cours des vaches se sont redressés au second semestre 2015

Cet afflux de vaches laitières dans les abattoirs a pesé sur les cours des bovins « entrée abattoir ». Durant le

premier semestre 2015, les cours des vaches de type « O », plutôt laitières, sont restés nettement inférieurs aux niveaux des années précédentes. À partir du mois de juin et malgré des abattages élevés de vaches, ils se sont maintenus au-dessus du niveau de 2014 jusqu'à la fin de l'année. En moyenne sur l'année 2015, les cours ont toutefois reculé de 2 % par rapport à 2014. Les cinq premiers mois de 2016 affichent des cours encore plus bas, en deçà des niveaux des années précédentes. L'évolution des cours des vaches allaitantes suit la même tendance à la baisse, le marché étant fortement dépendant des cours des vaches laitières.

### Chute des cours des vaches à compter de l'été 2015



Source : FranceAgriMer

### En 2015, stabilité de la production de bovins mâles finis

En baisse continue depuis 2011, la production de bovins mâles s'est sta-

### Évolution des abattages dans les principaux pays de l'UE

Dans l'Union européenne, les abattages de vaches progressent de près de 3 % en 2015 par rapport à 2014, soit près de 210 000 têtes. Parmi les principaux pays européens d'élevage bovin, seuls l'Allemagne et les Pays-Bas enregistrent un recul des abattages de vaches : respectivement - 3 % (soit - 40 000 têtes) et - 7,5 %

(soit - 35 000 têtes). Ces deux pays, au cheptel essentiellement laitier, sont parmi les principaux producteurs de lait de l'UE et ont conservé le cheptel nécessaire à l'augmentation de leur production de lait, dès la fin de la réglementation des quotas laitiers au 1<sup>er</sup> avril 2015.

### En 2015, les abattages de vaches ont progressé dans les principaux pays producteurs de l'UE sauf en Allemagne et aux Pays-Bas

	2014	2015	2015/2014	Moyenne 2010-2014	2015 /moyenne
	millier de têtes		%	millier de têtes	%
<b>Union européenne (28 pays)</b>	<b>7 126</b>	<b>7 331</b>	<b>+ 2,9</b>	<b>7 273</b>	<b>+ 0,8</b>
France	1 703	1 762	+ 3,5	1 795	- 1,8
Allemagne	1 272	1 232	- 3,1	1 280	- 3,8
Royaume-Uni	574	599	+ 4,4	586	+ 2,1
Italie	472	544	+ 15,1	523	+ 4,0
Pologne	493	533	+ 8,1	432	+ 23,5
Pays-Bas	465	430	- 7,5	456	- 5,8
Espagne	315	381	+ 21,0	328	+ 15,9

Source : Eurostat

bilisée, un peu plus de 1,2 million de têtes en 2015. Confrontés à la concurrence sur les marchés, liée à la hausse des abattages de vaches laitières, les abattages de bovins mâles finis ont légèrement reculé en 2015 par rapport à 2014 (- 0,3 %). Ils se répartissent entre 73 % de taurillons (jeunes bovins mâles non castrés âgés de 12 à 24 mois), 15 % de bœufs (bovins mâles castrés de plus de 12 mois), 6 % de

taureaux (mâles non castrés de plus de 24 mois) et 6 % de jeunes bovins non castrés âgés de 8 à 12 mois. Ces proportions sont relativement constantes d'une année sur l'autre, à l'exception de 2010 et 2011 au cours desquelles la part des abattages de bœufs avait augmenté. Lors de ces deux années, les jeunes bovins mâles finis avaient été orientés vers l'export plutôt que vers les abattoirs français.

### En 2015, léger repli des abattages de bovins mâles finis

	Production de bovins mâles finis (millier de têtes)						Évolution (%)		
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Moyenne 2010/2014	2015/2014	2015/moyenne 2010-2014
Abattages bovins mâles finis (a)	1 301	1 271	1 189	1 239	1 208	1 205	1 242	- 0,3	- 3,0
Exportations bovins mâles finis (b)	104	152	122	46	41	46	93	+ 13,3	- 50,3
Importations bovins mâles finis (c)	3	3	3	13	2	4	5	+ 64,2	- 19,6
<b>Production bovins mâles finis (a + b - c)</b>	<b>1 402</b>	<b>1 420</b>	<b>1 308</b>	<b>1 273</b>	<b>1 247</b>	<b>1 247</b>	<b>1 330</b>	<b>0,0</b>	<b>- 6,2</b>

Source : Agreste



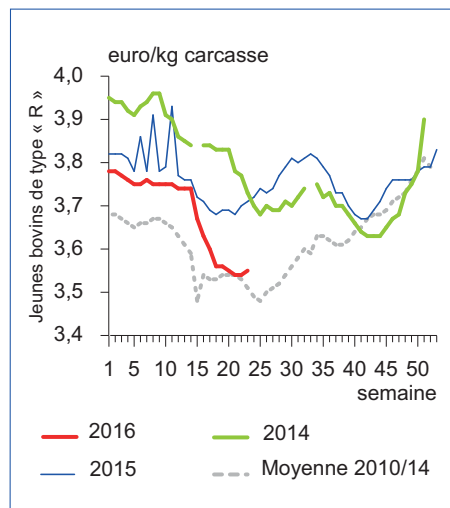
En 2015, la production correspond pratiquement aux abattages, le commerce extérieur d'animaux vivants ayant été peu actif et limité par les disponibilités d'animaux dans les exploitations. À partir de 2010 et jusqu'en 2012, une demande de la part de pays tiers en bovins mâles finis a émergé, essentiellement de la part de la Turquie et dans une moindre mesure du Liban. En 2013, le débouché turc en bovins finis s'est fermé, ramenant les exportations françaises vers les pays tiers au niveau d'avant 2010.

À destination des pays de l'UE, les exportations françaises de bovins finis ont été divisées par deux depuis 2012. C'est notamment le cas de l'Italie, premier client de la France, qui a diminué ses achats de bovins mâles finis, de plus de 40 000 têtes en 2010 à 16 000 têtes en 2015. L'Allemagne, second client de la France, a quant à elle diminué ses achats de plus des trois quarts entre 2010 et 2015.

### Des cours des bovins mâles dépendants des cours de vaches

En moyenne sur l'année 2015, les cours des jeunes bovins se sont maintenus au niveau de 2014, avec toutefois des évolutions contrastées en cours d'année. Sur les cinq premiers mois de l'année, ils sont restés en deçà de ceux de 2014, globalement pénalisés par la concurrence des abattages des autres catégories d'animaux et principalement des vaches

### Les cours des jeunes bovins sont en retrait depuis le début 2016



Source : FranceAgriMer

laitières. À partir du mois de juin, ils ont en revanche progressé, dépassant même ceux de 2014, tout en restant inférieurs aux cours moyens 2011-2014. Depuis janvier 2016, les cours des jeunes bovins sont en retrait sur un an, surtout depuis la mi-avril, où ils ont chuté pour ensuite se stabiliser à partir de la mi-mai, à des niveaux très inférieurs aux années précédentes.

### En 2015, la production de veaux de boucherie s'est repliée de 2 % sur un an

Avec une production de plus d'1,2 million de têtes, la production de veaux de boucherie a reculé de près de 22 000 têtes en 2015 et de 84 000 têtes par rapport à la production moyenne sur la période 2010-2014. La baisse des abattages en tête a toutefois été compensée par une hausse du poids moyen des animaux abattus, conduisant au maintien du volume de production de viande. Alors que le poids oscillait entre 135 à 136 kg en moyenne par carcasse entre 2010 et 2013, il a augmenté à compter de 2014 : + 1 % en 2014 par rapport à 2013, pour atteindre près de 142 kg par carcasse en 2015, soit une hausse de 3 % sur un an. En 2016, il dépasse les 141 kg en moyenne par carcasse.

Le recul de la production (en têtes) s'explique par la réduction du nombre d'animaux entrés en ateliers d'engraissement, dans un contexte de baisse de la demande des consommateurs en viande de veau. Après une baisse de 24 000 têtes en 2013 et 2014, le nombre de veaux mis à l'engraissement par des intégrateurs a une nouvelle fois diminué en 2015, à hauteur de 54 000 têtes.

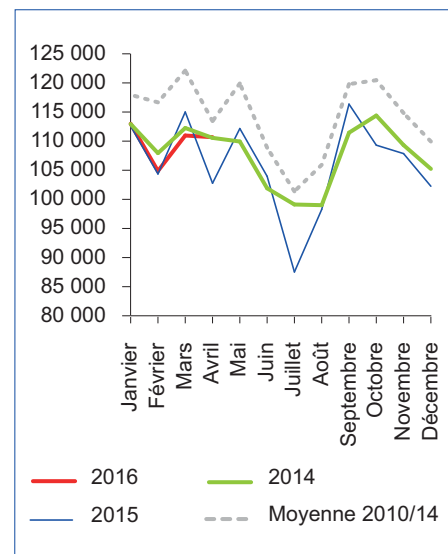
Malgré une remontée des cours à partir de la mi-2015, les cours des veaux de boucherie sont toujours restés en dessous du niveau de 2014. Depuis le début de l'année 2016, ils se maintiennent proches des cours de 2015.

### En 2015, hausse des exportations françaises de viande bovine

Exportations		Monde	Italie	Allemagne	Grèce
Tec	2014	229 171	86 539	38 224	51 751
	<b>2015</b>	<b>235 704</b>	<b>82 129</b>	<b>47 162</b>	<b>45 316</b>
%	2015/2014	+ 2,9	- 5,1	+ 23,4	- 12,4

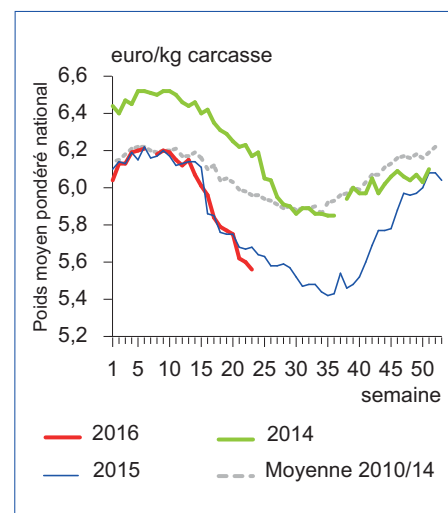
Source : DGDDI (Douanes)

### Recul de la production de veaux en 2015



Source : Agreste

### En 2015, les cours de veaux de boucherie se sont nettement repliés sur un an



Source : FranceAgriMer

### En 2015, des exportations de viande bovine en hausse...

En baisse continue depuis 2010, la consommation apparente de viande bovine calculée par bilan, estimée comme la somme des abattages de bovins et des importations de viande bovine, moins les exportations de

viande, a été quasiment stable en 2015 par rapport à 2014, à plus de 1,5 million de tec. Ce calcul fournit une estimation des disponibilités en viande sur le marché plutôt que de la consommation finale des ménages, la variation de stocks de viande disponibles chez les opérateurs n'étant pas connue.

En 2015, les exportations françaises totales de viande bovine en tec se sont accrues de 2,9 % par rapport à 2014. En valeur, la croissance a atteint + 4 % sur un an. Cette progression a concerné l'Allemagne (+ 23 % en poids et + 22 % en valeur sur un an) alors que l'Italie et la Grèce, clients traditionnels de la France, diminuaient leurs achats de viande sur la même période (respectivement - 5 % et - 12 %). Sur les quatre premiers mois de 2016, les exportations reculent sur un an (- 1,6 % en poids et - 1,7 % en valeur), en lien avec la poursuite du repli des ventes vers l'Italie et la Grèce, et malgré une hausse des exportations vers l'Allemagne.

Plus de 80 % de la viande bovine exportée l'est sous forme de viande fraîche ou réfrigérée. En 2015, les ventes de préparations et conserves, en augmentation de 24 %, ont contribué le plus à la progression des exportations, suivies par celles de viandes fraîches (+ 1,4 %).

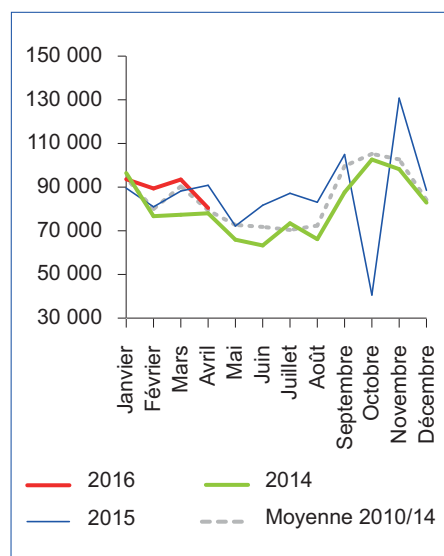
### ... et des importations de viande bovine en baisse

En 2015, les importations françaises se sont repliées de 6 % en poids et de 4 % en valeur par rapport à 2014. Parmi nos principaux pays fournisseurs, seuls les achats en provenance d'Espagne et de Belgique ont augmenté, ceux en provenance d'Allemagne, d'Italie et d'Irlande ayant reculé. 65 à 70 % de la viande importée est constitué de viande fraîche. Le recul sur un an des volumes importés en 2015 porte sur la viande fraîche (- 9 %), les achats de viande congelée ayant progressé sur la période (+ 2,3 %). Sur les quatre premiers mois de l'année 2016, les importations françaises de viande bovine sont en baisse, quel que soit le pays d'origine.

### À partir de septembre 2015, l'apparition de foyers de FCO a perturbé le marché du broulard

Outre la production de bovins finis abattus sur le territoire, des bovins maigres appelés également broutards sont exportés pour être engraisés dans d'autres pays. Après un recul continu depuis 2011, les exportations totales de broutards ont progressé en 2015 (+ 7 % sur un an), approchant ainsi le niveau moyen atteint sur la période 2010-2014. Néanmoins la progression entamée à compter du mois de mars 2015 a été stoppée en septembre, avec l'apparition des premiers foyers de Fièvre Catarrhale Ovine (FCO) dans le centre de la France. L'extension progressive à la quasi-totalité du territoire français et les obligations sanitaires mises en place pour permettre l'exportation des animaux ont perturbé le marché au dernier trimestre 2015.

### En 2015, les exportations de broutards ont augmenté sur un an, malgré le repli important en fin d'année



Source : DGDDI (Douanes)

Entre janvier et septembre 2015, les exportations ont progressé de 14 % par rapport à la même période de 2014 (soit + 94 000 têtes). Dès octobre, elles ont fortement chuté pour atteindre un point bas en novembre, le temps que les conditions sanitaires d'exportation soient négociées et mises en place avec nos partenaires. Au dernier trimestre 2015, les exportations ont reculé de 8 % par rapport à la même période de 2014. Sur les quatre premiers mois de l'année 2016, les volumes exportés ont retrouvé un niveau plus habituel ; globalement soutenus, ils ont été supérieurs de 2 % à la même période de 2015.

### Les effets de la FCO ont été différents selon le type de broulard

Les exportations de broutards concernent trois catégories d'animaux : les bovins dits légers dont le poids vif est compris entre 160 et 300 kg et les bovins lourds de plus de 300 kg, avec une distinction entre mâles et femelles. À chaque type correspond un pays de destination différent. Ainsi, le marché italien, qui représente 75 à 80 % des exportations de bovins maigres français, achète plutôt des bovins de plus de 300 kg et de préférence mâles, même si ce marché tend à évoluer et à devenir également importateur de bovins plus légers.

À partir de novembre 2014, des flux d'exportation de broutards légers se sont développés à destination de la Turquie. Avec un poids pouvant représenter jusqu'à 40 % des volumes exportés de bovins légers, ce marché a contribué à l'augmentation des ventes totales de broutards. Lors de la détection de foyers de FCO à l'automne, ce marché s'est rétracté, les

### En 2015, baisse des importations françaises de viande bovine

Importations		Monde	Italie	Allemagne	Espagne	Pays-Bas	Belgique	Irlande
Tec	2014	364 429	37 608	68 661	21 957	83 408	33 063	61 126
	2015	342 875	26 652	61 239	23 856	80 311	33 328	58 576
%	2015/2014	- 5,9	- 29,1	- 10,8	+ 8,7	- 3,7	+ 9,7	- 4,2

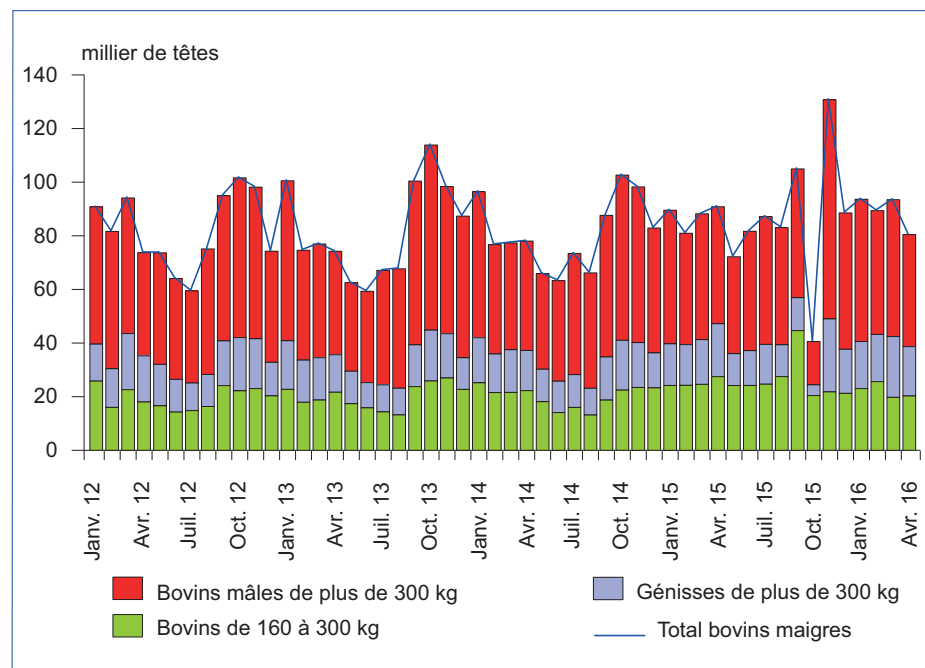
Source : DGDDI (Douanes)

animaux devant désormais provenir de zones indemnes de FCO pour pouvoir être exportés vers la Turquie. Aussi, dès le mois d'octobre, les exportations ont quasiment disparu vers ce pays.

À compter de janvier 2016, les différents flux échangés ont retrouvé un cours presque normal. Avec près de 357 000 animaux en cumul sur les quatre premiers mois de 2016, les exportations dépassent de 2 %

le niveau de 2015 et la moyenne sur la période 2011-2015. Les ventes de bovins lourds restent toutefois prépondérantes, en majorité à destination de l'Italie. Les exportations de brouards légers vers la Turquie reprennent légèrement en début d'année 2016, mais pour des volumes nettement moins importants qu'en 2015 et pour des animaux issus de zone indemne de FCO.

### Depuis janvier 2016, les flux des différentes catégories de brouard ont renoué avec un profil habituel



Source : DGDDI (Douanes)

### Des cours également perturbés par la FCO

En 2015, les cours moyens des bovins maigres ont été globalement supérieurs à ceux de 2014 (plus de 3 %). Sur les dix premiers mois de l'année 2015, les cours des bovins maigres sont restés relativement proches des niveaux de 2014, en retrait jusqu'à la mi-mai, puis les dépassant jusqu'en septembre. Dès la mi-septembre, les animaux des zones touchées par la FCO ne pouvant plus être exportés, les cours des bovins maigres provenant des zones indemnes ont fortement progressé (+ 21 cts/kg vif). Le temps de mettre en place les mesures encadrant la circulation des animaux, l'offre s'est trouvée limitée, favorisant le maintien des prix à des niveaux élevés jusqu'à la mi-novembre. Dès la reprise en novembre des exportations vers l'Italie, les cours ont baissé tout en restant nettement au-dessus du niveau de 2014.

### Les achats de viande par les ménages pour leur consommation à domicile

Les achats de viande par les ménages sont évalués au travers des déclarations faites par un panel de ménages (Kantar Worldpanel) pour le compte de FranceAgriMer. Cette méthode permet d'évaluer la consommation des ménages à domicile en excluant la consommation hors foyer.

Selon les résultats de ce panel, la consommation à domicile par les

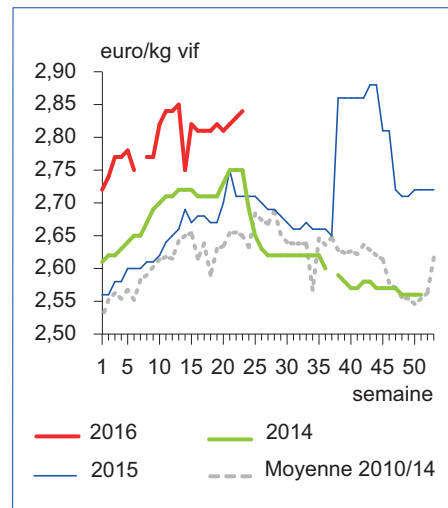
ménages de viande de bœuf et de veau continue de diminuer. En 10 ans, entre 2010 et 2015, les quantités de viande achetées par les ménages ont reculé de 24 % pour la viande de veau et de 12 % pour la viande de bœuf. Dans le même temps, les sommes dépensées par les ménages se sont repliées pour la viande de veau (- 11 %) mais ont progressé pour la viande de bœuf (+ 4 %).

### En 10 ans, baisse des quantités de viande bovine achetées par les ménages pour leur consommation à domicile

	2005	2010	2015	2015/2005 %
<b>Viande de veau</b>				
Quantités achetées (tonne)	96 971	89 267	<b>74 014</b>	- 23,7
Sommes dépensées (1 000 €)	1 269 730	1 270 835	<b>1 128 321</b>	- 11,1
<b>Viande de bœuf</b>				
Quantités achetées (tonne)	433 216	411 327	<b>380 625</b>	- 12,1
Sommes dépensées (1 000 €)	4 339 810	4 329 062	<b>4 502 924</b>	+ 3,8

Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

### Sur les cinq premiers mois de l'année, les cours dépassent nettement ceux de 2015 et les prix moyens 2011-2014



Source : FranceAgriMer

### Sources

- Abattages : enquête SSP auprès des abattoirs.
- Pour les données sur les abattages de vaches selon les catégories laitières/allaitantes : base de données nationale d'identification bovine (BDNI).

### Définitions et méthodes

#### ■ Abattages CVJA

Les données concernant les abattages sont exprimées en nombre (têtes) et en poids (tec). Il s'agit de bovins abattus dans les abattoirs publics ou industriels, contrôlés par les services vétérinaires. Les résultats des abattages bruts sont ensuite corrigés en appliquant des coefficients de variation journalière d'abattage (CVJA), afin de tenir compte du niveau d'activité des abattoirs qui diffère selon les jours de la semaine et la présence ou non de jours fériés dans le mois, le mois précédent ou le mois suivant. Les données sont collectées mensuellement auprès de l'ensemble des abattoirs.

#### ■ Production bovine

La production de bovins finis CVJA correspond aux abattages de bovins CVJA auxquels on ajoute les exportations de bovins vivants finis et on retranche les importations de bovins vivants finis.

La production de bovins finis est calculée pour les différentes catégories de bovins.

#### ■ Consommation apparente de viande bovine

La consommation calculée par bilan de viande bovine correspond aux abattages totaux de totaux (en tec) CVJA auxquels on ajoute les importations de viande bovine et on retranche les exportations de viande bovine.

#### ■ Les achats de consommation par les ménages pour leur consommation à domicile

Les achats de consommation observés par Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer reposent sur les relevés d'un panel de consommateurs et concernent uniquement les achats effectués pour leur consommation à domicile. La consommation hors foyer n'est donc pas couverte. Les résultats sont ensuite extrapolés à l'ensemble de la population.

#### ■ tec : tonne-équivalent-carcasse

Il s'agit d'une unité employée pour pouvoir agréger des données en poids concernant des animaux vivants et des viandes sous toutes leurs présentations : carcasses, morceaux désossés ou non, viandes séchées, etc. On applique au poids brut un coefficient propre à chaque forme du produit.

## Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Bulletin » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Animaux de boucherie - Bovins » pour les publications mensuelles Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture - Animaux de boucherie - Bovins » pour les publications sur le cheptel Bovin Agreste Conjoncture

#### Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « En 2015, légère hausse de la consommation française de viande calculée par bilan, mais repli modéré de la consommation de viande à domicile par les ménages », Synthèses Consommation n° 2016/289, mai 2016
- « Hausse du cheptel bovin allaitant en 2015 », Infos Rapides Cheptel bovin, avril 2016
- « En mai 2013, pour la première fois depuis cinq ans, les effectifs de vaches laitières n'ont pas baissé », Synthèses Lait n° 2013/224, octobre 2013





## Après une année 2014 favorable, le marché du foie gras français se maintient en 2015

**En 2015, la production française de foie gras (19 200 tonnes) est quasiment stable par rapport à 2014. La consommation calculée par bilan se maintient dans le même temps à 18 300 tonnes. Les achats des ménages pour leur consommation à domicile sont en léger repli sur un an, après le niveau élevé de 2014. L'excédent des échanges extérieurs de foie gras progresse en volume et en valeur. Les exportations augmentent, notamment de foie gras transformé. À l'inverse, les importations se rétractent, en particulier depuis la Bulgarie. Début 2016, le marché français du foie gras est pénalisé par l'épizootie d'influenza aviaire touchant le Sud-ouest du pays. Les mises en place de canetons à gaver se replient fortement au 1<sup>er</sup> trimestre, ainsi que les abattages de canards gras sur la période de janvier à avril. De leur côté, les importations françaises de foie gras s'accroissent au 1<sup>er</sup> trimestre 2016.**

### En 2015, la production française de foie gras reste quasiment stable

Selon le CIFOG (Comité Interprofessionnel des Palmipèdes à foie gras) qui se base sur les estimations des différents pays producteurs, la production mondiale de foie gras est estimée à 25 600 tonnes de foie gras cru en 2015, en légère baisse par rapport à 2014 (- 700 tonnes). Avec un tonnage d'un peu plus de 24 340 tonnes, la production européenne de foie gras représente le principal bassin de la production mondiale, soit près de 95 %.

En 2015, la production française de foie gras de canard et d'oie s'établit à

19 200 tonnes, en très léger repli par rapport à 2014 (- 0,4 %). Représentant plus de 80 % de la production européenne, elle reste concentrée dans les cinq régions du Grand-ouest : Aquitaine, Midi-Pyrénées, Pays de la Loire, Poitou-Charentes et Bretagne, soit 97 % des volumes totaux. Ce maintien de la production est lié à la quasi-stabilité des abattages de canard gras (37,2 millions d'animaux, soit - 0,3 % par rapport à 2014), ceux d'oies à gaver se repliant de plus de 6 % mais pour une part d'à peine 1 % parmi les palmipèdes à foie gras sur le territoire.

La consommation française de foie gras de canard et d'oie calculée par bilan (production indigène + importa-

### La région Aquitaine produit plus de la moitié du foie gras français

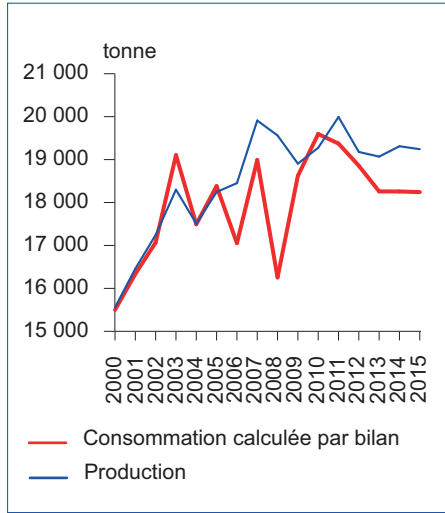
Unité : tonne

	Production de foie gras 2015
Aquitaine	9 726
Midi-Pyrénées	4 031
Pays de la Loire	3 208
Poitou-Charentes	1 206
Bretagne	498
<b>France métropolitaine</b>	<b>19 243</b>

Source : Agreste (Statistique annuelle agricole)

tions – exportations – variation des stocks) est stable en 2015, à 18 250 tonnes. Rapportée au nombre d'habitants, la consommation moyenne par habitant est d'environ 276 grammes par an, soit un recul de près de 9 % par rapport à 2010, année où elle a atteint son maximum depuis l'an 2000.

**En 2015, légère baisse de la production française de foie gras et stabilité de la consommation calculée par bilan**



Source : Agreste

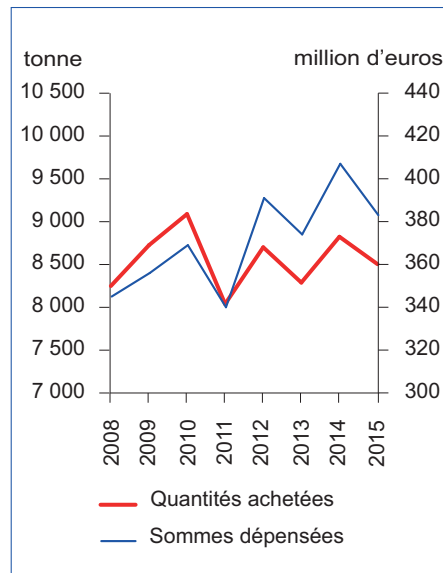
**En 2015, les achats de foie gras par les ménages pour leur consommation à domicile se réduisent par rapport à 2014, en volume et en valeur**

En 2015, selon l'étude réalisée par Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer, les quantités de foie gras achetées par les ménages pour leur consommation à domicile sont en baisse de 4 % en volume et de 6 % en valeur par rapport à 2014. Ce repli est cependant à relativiser par le niveau élevé atteint en 2014, le plus haut depuis 2008 pour les sommes dépensées et le second après 2010 pour

les volumes achetés. En 2015, les quantités achetées ont tout de même progressé de 250 tonnes par rapport à 2008 pour atteindre 8 500 tonnes. Dans un contexte difficile au dernier trimestre 2015 en France (attentats, état d'urgence), les ménages sont restés fidèles au produit symbolique des fêtes de fin d'année et ce d'autant plus que la découverte de cas d'influenza aviaire à l'automne aurait pu décourager certains acheteurs.

À partir de l'année 2009, le CIFOG a mis en place une politique

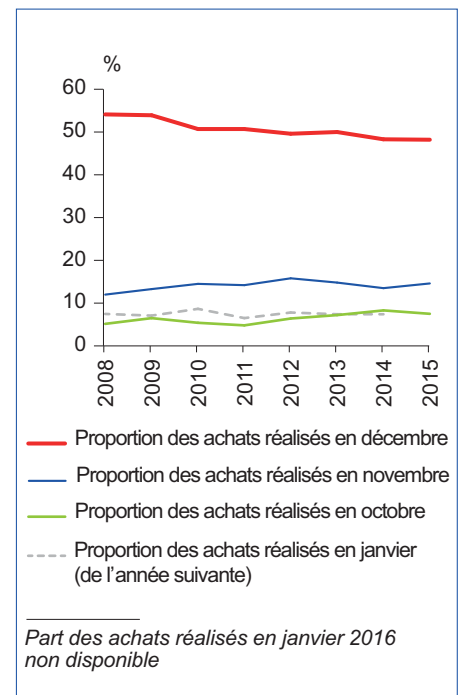
**En 2015, les achats de foie gras par les ménages reculent après les niveaux élevés, voire record, de 2014**



Source : Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer

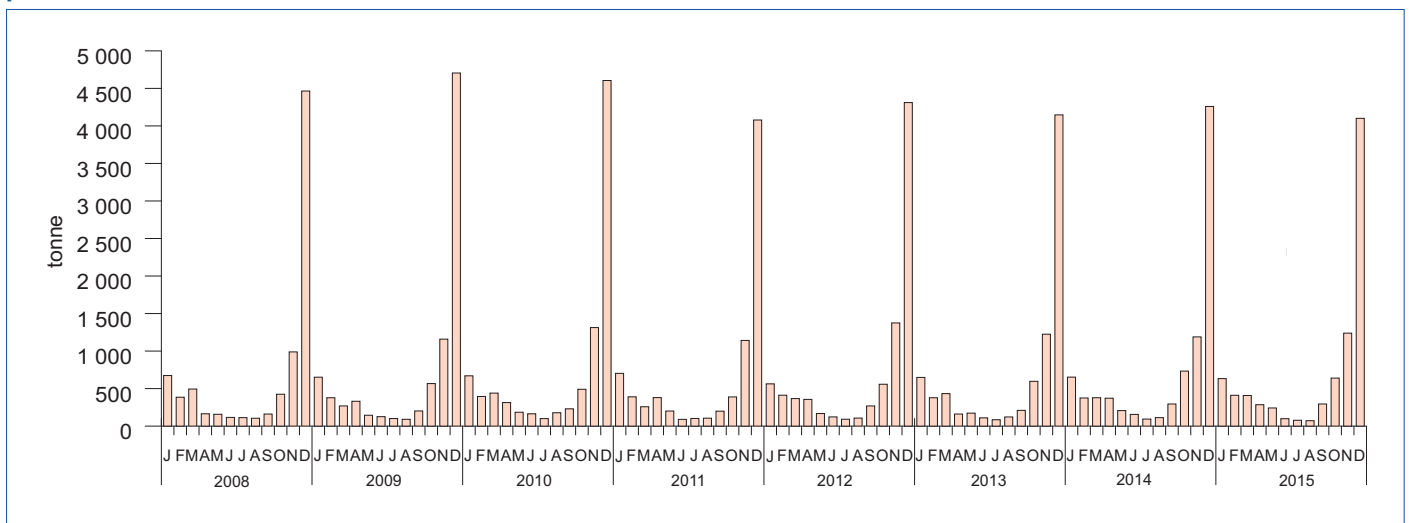
commerciale cherchant à inciter les distributeurs à une mise en rayon plus précoce des foies gras, sans attendre les fêtes de fin d'année. Pour appuyer cette démarche, le CIFOG a développé des campagnes de communication autour de la fête de la Saint-Martin qui marquait traditionnellement le retour du foie gras sur les marchés vers le 11 novembre.

**Depuis 2008, la part des achats de foie gras par les ménages pour leur consommation à domicile progresse aux mois d'octobre et de novembre**



Source : Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer

**La période des fêtes reste le moment privilégié pour les achats de foie gras par les ménages pour la consommation à domicile**



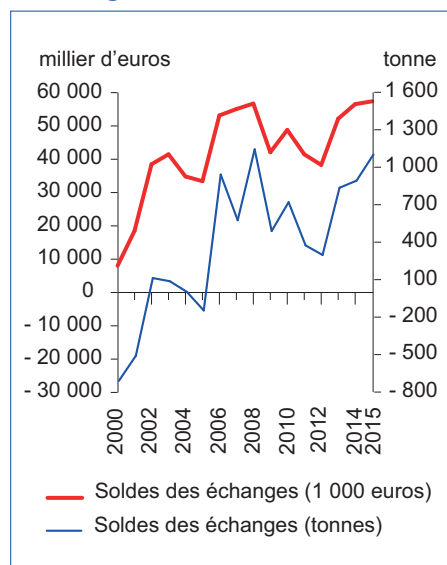
Source : Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer

Au cours des années qui ont suivi l'application de cette politique commerciale, la saisonnalité des achats s'est légèrement modifiée sur l'année. Les achats de foie gras par les ménages se sont accrus pendant le mois de novembre. La part de ce mois dans l'ensemble des ventes de l'année a ainsi augmenté, plus ou moins régulièrement, jusqu'en 2015 gagnant 2,5 points de part de marché supplémentaire (12 % en 2008 contre 14,5 % en 2015). Dans le même temps, la part du mois d'octobre s'est également accrue, dans des proportions similaires (+ 2,3 points). Toutefois, ces hausses se sont faites au détriment du mois de décembre qui a perdu près de 6 points de part de marché au cours de la même période. Au final la situation s'est peu modifiée : quatre foies gras sur cinq consommés par les ménages pour leur consommation à domicile sont achetés sur la période allant d'octobre à janvier.

### En 2015, l'excédent des échanges extérieurs de foie gras poursuit sa croissance sous le double effet de la hausse des exportations et du repli des importations

En 2015, la balance commerciale française du foie gras est excédentaire de 1 100 tonnes (5 000 tonnes exportées contre 3 900 tonnes importées), en

### L'excédent des échanges extérieurs de foie gras bat un record en 2015



Source : DGDDI (Douanes)

### Parmi les quatre principaux pays importateurs de foie gras français, les achats du Japon sont particulièrement dynamiques

Unité : tonne

Exportations françaises	2014	2015	2015/2014 (%)	2015-2014
Espagne	1 457	1 512	3,8	55
Belgique	923	738	- 20,1	- 185
Japon	601	664	10,5	63
Suisse	332	354	6,5	22

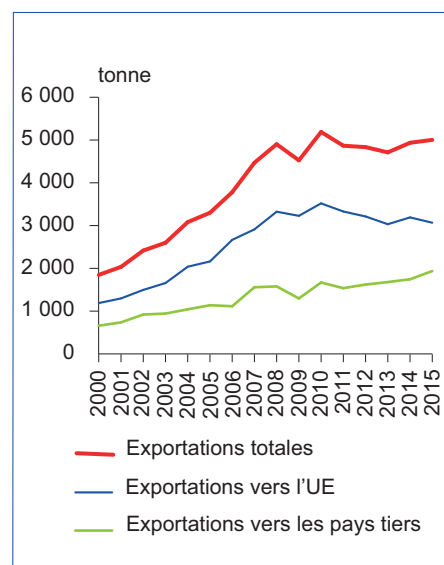
Source : DGDDI (Douanes)

progression d'un quart par rapport à 2014. En valeur, elle augmente également pour atteindre 57,4 millions d'euros (+ 1,5 % par rapport à 2014), soit un niveau record depuis 2000. Le solde se décompose entre + 15,2 millions d'euros pour les foies gras crus de canard et + 47,2 millions pour les foies gras transformés (canard et oie). En revanche, le solde des échanges est négatif pour les foies gras crus d'oie (- 5 millions d'euros).

### En 2015, les exportations françaises de foie gras progressent pour la deuxième année consécutive

En 2015, les exportations progressent de 1,4 % en volume (+ 67 tonnes) avec une situation contrastée selon les destinations : en diminution vers l'Union européenne (- 4 %, soit 124 tonnes de moins) mais en progression vers les pays tiers (+ 11 %, soit + 191 tonnes).

### En 2015, les exportations françaises de foie gras se rapprochent du niveau record atteint en 2010



Source : DGDDI (Douanes)

Les ventes de foie gras cru de canard sont en repli de 2 %, soit - 54 tonnes. Ce recul est toutefois largement compensé par les exportations de foie gras transformé (canard et oie) et de foie gras crus d'oie (respectivement + 4 % et + 8 %, soit 120 tonnes de plus pour les deux). En valeur, les exportations se réduisent de 3 % par rapport à 2014, en raison d'une baisse du prix moyen de vente.

Parmi les quatre plus gros acheteurs en volume de foie gras français en 2015 (plus de 300 tonnes importées par an), le Japon enregistre la plus forte progression : plus de 10 % par rapport à 2014, soit 63 tonnes supplémentaires. L'Espagne, principal client, est également dynamique avec des achats en hausse de 55 tonnes sur la période, suivie de la Suisse avec 22 tonnes supplémentaires. À l'inverse, la Belgique, 2<sup>e</sup> pays importateur de foie gras français, réduit ses achats d'un cinquième (- 185 tonnes sur un an).

À destination du groupe des pays important entre 50 et 300 tonnes de foie gras par an en 2015, les exportations de foie gras français sont en augmentation, à l'exception de Hong Kong et du Royaume-Uni, en baisse respectivement de 6 % et 5 %, pour une dizaine de tonnes en moins chacun. Les ventes aux pays asiatiques comme Singapour ou la Thaïlande sont dynamiques, mais les plus fortes progressions concernent le Canada (+ 50 %) et Maurice (triple des exportations).

À destination des autres clients de la France (moins de 50 tonnes achetées par an), les ventes sont globalement également en hausse. Les plus fortes croissances concernent Taïwan et surtout le Cameroun, qui devient importateur de foie gras français en 2015.



**Les exportations françaises vers les autres pays asiatiques ont également progressé en 2015, à l'exception de Hong Kong et de la Corée du Sud**

Unité : tonne

Exportations françaises	2014	2015	2015/2014 (%)	2015-2014
Hong Kong	198	188	- 5,5	- 11
Allemagne	176	177	0,3	1
Royaume-Uni	184	175	- 4,9	- 9
Thaïlande	87	93	6,3	6
Italie	79	84	6,9	5
Singapour	78	83	5,9	5
Émirats arabes unis	50	55	10,7	5
Canada	36	54	48,7	18
Île Maurice	17	50	195,0	33
Pays-Bas	37	44	16,7	6
Danemark	32	32	- 0,4	0
Taiwan	7	30	342,6	23
Portugal	27	27	- 0,4	0
Suède	23	24	4,1	1
Vietnam	24	23	- 4,0	- 1
Australie	26	21	- 19,6	- 5
Cameroun	0	17	-	17
Corée du Sud	17	16	- 9,1	- 2
Irlande	11	15	38,7	4
Autriche	13	12	- 7,0	- 1

Source : DGDDI (Douanes)

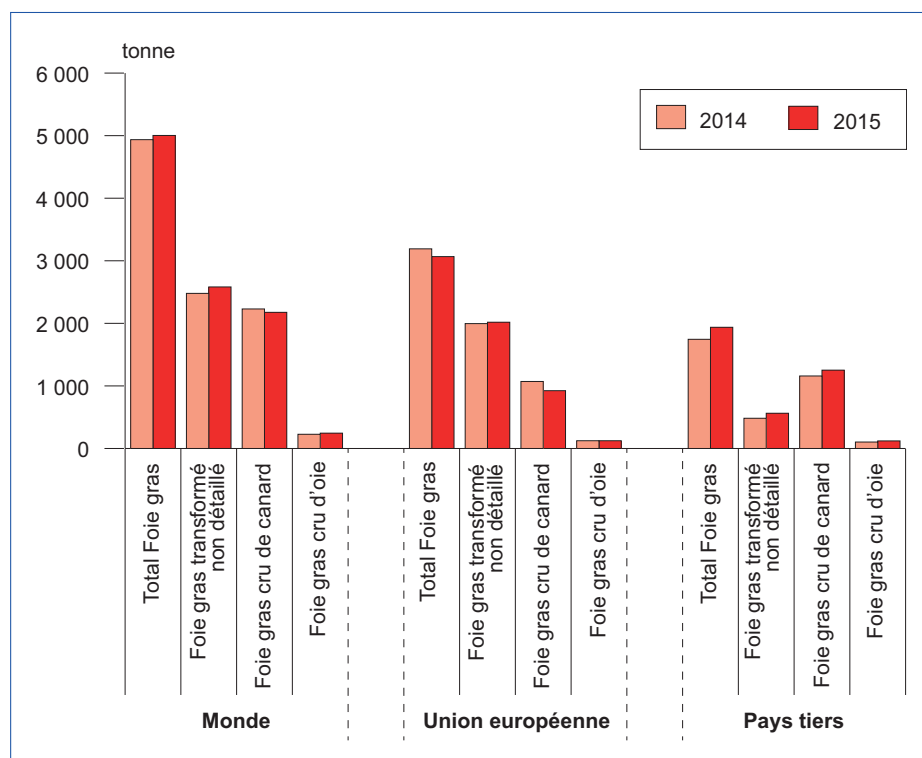
**En 2015, les ventes de foie gras en valeur se replient vers l'Union européenne**

Unité : millier d'euros

Exportations françaises	2014	2015	2015-2014 (%)
<b>Monde</b>			
<b>Total Foie gras</b>	<b>107 034</b>	<b>104 103</b>	<b>- 3</b>
Foie gras transformé non détaillé	49 558	49 059	- 1
Foie gras cru de canard	51 674	49 494	- 4
Foie gras cru d'oie	5 802	5 549	- 4
<b>Union européenne</b>			
<b>Total Foie gras</b>	<b>63 866</b>	<b>58 323</b>	<b>- 9</b>
Foie gras transformé non détaillé	38 543	36 975	- 4
Foie gras cru de canard	22 561	18 644	- 17
Foie gras cru d'oie	2 762	2 703	- 2
<b>Pays tiers</b>			
<b>Total Foie gras</b>	<b>43 169</b>	<b>45 780</b>	<b>6</b>
Foie gras transformé non détaillé	11 016	12 084	10
Foie gras cru de canard	29 113	30 850	6
Foie gras cru d'oie	3 040	2 846	- 6

Source : DGDDI (Douanes)

**En 2015, les exportations de foie gras transformé progressent en volume**



Source : DGDDI (Douanes)

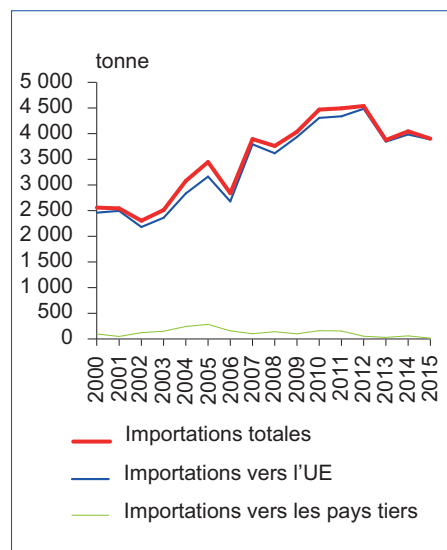
**À l'inverse des exportations, les importations de foie gras se réduisent en 2015**

En 2015, les importations se réduisent par rapport à 2014 (- 3,5 % en volume et - 7,5 % en valeur) à la faveur d'un prix moyen d'achat réduit, soit 12 euros le kg contre 12,5 euros le kg en 2014.

La quasi-totalité des achats français de foie gras provient de l'Union européenne, essentiellement de Bulgarie et de Hongrie. Les importations en provenance de la Bulgarie, premier fournisseur de la France, sont en repli de 8 % en 2015 par rapport à 2014, soit - 212 tonnes. Cette baisse n'est pas compensée par l'augmentation des importations en provenance de Hongrie (+ 11 %, soit 120 tonnes de plus). Les importations depuis la Belgique, 3<sup>e</sup> fournisseur de la France, sont quasiment stables.

Les foies gras importés par la France sont à 96 % des foies gras crus, canard comme oie. En 2015, trois

## Les importations françaises de foie gras se réduisent à nouveau en 2015



Source : DGDDI (Douanes)

foies gras crus de canard sur quatre proviennent de Bulgarie et un sur cinq de Hongrie. Sur un an, ce dernier pays gagne des parts de marché français sur la Bulgarie, les importations françaises de foie gras cru de canard depuis la Bulgarie s'étant réduites de 224 tonnes alors que celles venant de Hongrie ont augmenté de 132 tonnes. Les achats français de foie gras transformé sont en progression, notamment depuis la Bulgarie, mais portent sur des volumes beaucoup plus restreints.

## Un début d'année 2016 difficile pour le foie gras français

L'épizootie d'influenza aviaire qui touche tout ou partie d'une quinzaine de départements du Grand Sud-ouest depuis la fin d'année 2015 devrait assez nettement pénaliser la production de foie gras en 2016.

Par arrêté du 9 février 2016 du ministre de l'Agriculture « déterminant des dispositions de lutte complémentaire contre l'influenza aviaire hautement pathogène suite à la détection de la maladie sur le territoire français », des mesures strictes touchent les élevages de palmipèdes gras localisés dans ces secteurs. À partir du 18 janvier, ces derniers ont eu l'interdiction d'accueillir des canetons d'un jour et depuis le 18 avril,

## En 2015, les importations de foie gras en volume sont en repli depuis la Bulgarie

Unité : tonne

Importations françaises	2014	2015	2015/2014 (%)	2015-2014
<b>Monde</b>	<b>4 045</b>	<b>3 902</b>	<b>- 4</b>	<b>- 142</b>
<b>Union européenne</b>	<b>3 984</b>	<b>3 887</b>	<b>- 2</b>	<b>- 97</b>
dont Bulgarie	2 632	2 420	- 8	- 212
Hongrie	1 106	1 224	11	118
Belgique	198	201	2	4
Pologne	13	24	77	10
<b>Pays tiers</b>	<b>60</b>	<b>15</b>	<b>- 75</b>	<b>- 45</b>

Source : DGDDI (Douanes)

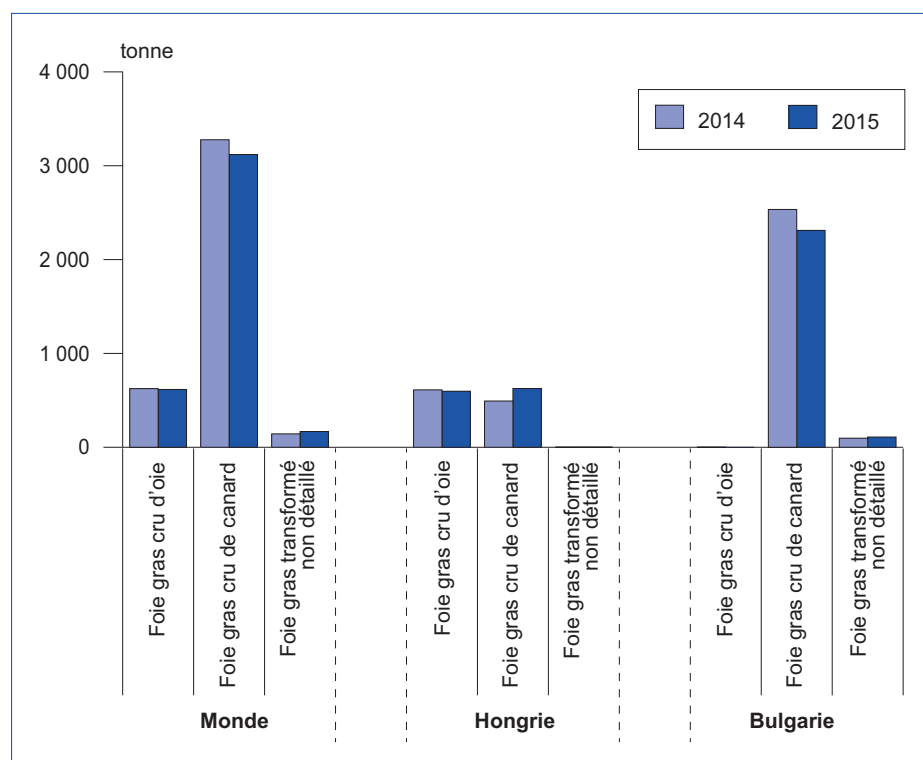
## Les importations de foie gras cru de canard sont en forte baisse en valeur

Unité : millier d'euros

Importations françaises	2014	2015	2015/2014 (%)	2015-2014
<b>Monde</b>				
Foie gras cru d'oie	10 025	10 627	6	602
Foie gras cru de canard	38 609	34 248	- 11	- 4 361
Foie gras transformé non détaillé	1 852	1 836	- 1	- 16
<b>Hongrie</b>				
Foie gras cru d'oie	9 493	10 137	7	643
Foie gras cru de canard	5 355	6 297	18	942
Foie gras transformé non détaillé	13	12	- 8	- 1
<b>Bulgarie</b>				
Foie gras cru d'oie	28	3	- 90	- 26
Foie gras cru de canard	30 349	25 853	- 15	- 4 496
Foie gras transformé non détaillé	1 378	1 269	- 8	- 109

Source : DGDDI (Douanes)

## En 2015, les importations de foie gras cru de canard sont en baisse en volume, notamment depuis la Bulgarie



Source : DGDDI (Douanes)

aucun palmipède ne pouvait se trouver sur les parcours extérieurs des exploitations. Les mises en place ont repris depuis le 9 mai, dans des conditions contrôlées.

En conséquence, au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, les mises à place de canetons à gaver sont en repli de moitié par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre

2015. Sur les quatre premiers mois de 2016, les abattages de canards gras se réduisent également, mais dans une moindre mesure (- 12 %), ayant bénéficié en janvier et février, des mises en places antérieures à la déclaration de l'épizootie.

Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2016, les importations de foie gras pro-

gressent de 75 % sur un an, passant de près de 700 tonnes à plus de 1 200 tonnes. Elles augmentent notamment en provenance des fournisseurs historiques de la France : la Bulgarie (+ 78 %) et la Hongrie (+ 48 %). De leur côté, les exportations de foie gras français se réduisent de 11 % dans le même temps.

## Sources, définitions et méthodes

- L'enquête auprès des abattoirs de volailles et de lapins pour les abattages de volailles en têtes et en tonnes-équivalent-carcasse (Gallus, dindes, canards, pintades, etc.).
- L'enquête auprès des sélectionneurs et accoueurs pour les éclosions de poussins.
- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur.
- L'enquête ADEPALE (Association Des Entreprises de Produits ALimentaires Élaborés) réalisée par délégation du SSP, collecte des données relatives (en volume et en valeur) aux fabrications françaises commercialisées.
- Les **achats de consommation** observés par **Kantar Worldpanel** pour FranceAgriMer reposent sur les relevés d'un panel de consommateurs et concernent uniquement les achats effectués pour leur consommation à domicile. La consommation hors foyer n'est pas couverte. Les résultats sont extrapolés à l'ensemble de la population.
- La **consommation calculée par bilan** reprend l'ensemble des utilisations de foie gras pour l'alimentation humaine sur le territoire national (métropole + Dom). La consommation par bilan prend en compte par construction toutes les quantités de foie gras consommées en France, vendues en l'état aux ménages, aux fabricants de plats préparés, ou à la restauration. Elle est calculée à partir de la production, augmentée des importations de foie gras, diminuée des exportations et des variations de stocks. Les stocks privés ne sont peut-être pas appréhendés dans leur intégralité. Cette imprécision peut jouer sur le calcul de la consommation.

## Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Aviculture » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture - Séries mensuelles (bulletin) - Aviculture » pour les principales séries chiffrées
- dans « Données en ligne - DISAR - Élevage - Conjoncture avicole » pour des données complémentaires

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Les abattages de volailles sont en baisse en avril », Infos rapides Aviculture n° 6/11, juin 2016
- « Après une année 2014 en demi-teinte, la production française de volailles progresse en 2015 et retrouve son niveau de 2007 », Synthèses Aviculture, n° 2016/285, avril 2016
- « Après une année 2013 en léger repli, la production de foie gras s'est accrue en 2014 », Synthèses Aviculture, n° 2015/272, juillet 2015
- « En 2013, la consommation française de volailles est au plus haut, dynamisée par le poulet », Synthèses Aviculture, n° 2014/234, mars 2014





Juillet 2016 - n° 2016/292

[Retour éditorial](#)

### Synthèses

## Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, l'activité des IAA a très légèrement progressé par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2015

**Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, la croissance de la production des industries alimentaires et boissons (IAA) s'est poursuivie sur un an, mais à un rythme plus faible que lors des quatre trimestres précédents. La production des industries alimentaires a légèrement progressé tandis que les fabrications de boissons ont reculé pour le deuxième trimestre consécutif. Pour sa part, la consommation de produits agroalimentaires a été particulièrement dynamique. Cette différence d'évolution entre la production et la consommation s'est traduite par un surcroît d'importations et une réduction de l'excédent commercial au 1<sup>er</sup> trimestre 2016. Le chiffre d'affaires s'est accru par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2015, malgré le recul des prix. L'emploi dans les IAA a progressé entre les 1<sup>ers</sup> trimestres 2015 et 2016.**

### Définition du périmètre des industries agroalimentaires (IAA) retenu dans l'analyse

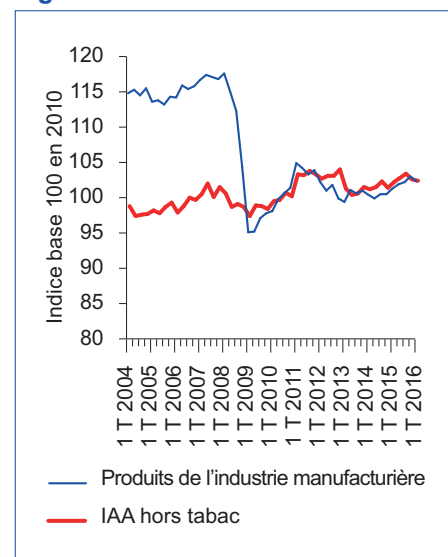
Le champ des industries agroalimentaires (IAA) regroupe les industries alimentaires et les fabrications de boissons (divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activité productive NAF rév.2, 2008 de l'Insee). Sauf précision contraire, il ne comprend pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12). Par ailleurs, les données présentées incluent l'artisanat commercial (activités de charcuterie, boulangerie, pâtisserie et cuisson de produits de la boulangerie), mais excluent le commerce de gros de produits alimentaires et de boissons.

### Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, la production des IAA a légèrement augmenté sur un an

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, la production en volume des industries agroalimentaires a progressé de 0,6 % sur un an. Cette hausse s'inscrit dans le prolongement des augmentations successives observées depuis le deuxième trimestre 2014, mais marque le pas par rapport aux trimestres précédents. Seuls les produits alimentaires ont contribué à ce nouvel accroissement, les fabrications de boissons étant en repli pour le deuxième trimestre consécutif.

Dans le sillage des hausses constatées depuis le début de l'année 2015, la production des industries alimentaires a une nouvelle fois augmenté

### Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, la production en volume des IAA augmente légèrement sur un an



Sources : Insee, Agreste - Indice de la production industrielle (Ipi) CVS et CJO

au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 (+ 0,8 % sur un an), principalement sous l'impulsion de l'accélération de la croissance de la production de *viande et produits à base de viande* et de celle de *produits laitiers* (resp. + 1,8 % et + 2,8 %). À un moindre degré, les productions des *autres produits alimentaires* (sucre, chocolaterie, café, plats préparés, etc.) et de *préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche* ont également contribué à la hausse de la production des industries alimentaires. À l'inverse, cette dernière a été freinée par le recul sur un an des fabrications d'*huiles et graisses végétales et animales* (- 5 %), de *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* (- 2,6 %) et d'*aliments pour animaux* (- 3,5 %). Seules les productions de *produits à base de fruits et légumes* et de *produits issus des céréales* sont restées stables.

Contrairement aux produits alimentaires, la production de boissons s'est contractée sur un an au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 (- 1 %). Bien que moins marquée, cette baisse confirme le repli amorcé au trimestre précédent (- 1,3 % sur un an), après les hausses trimestrielles successives plus importantes enregistrées depuis le début de l'année 2014

(entre + 3,3 % et + 9 % sur un an). Elle s'explique exclusivement par un recul de la production de *boissons rafraîchissantes* (non alcoolisées).

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, l'excédent commercial des IAA a diminué en valeur pour la quatrième année consécutive (- 7 % sur un an), à un rythme beaucoup plus faible qu'en 2013 et 2014 mais plus élevé qu'en 2015 (- 1 % entre les 1<sup>er</sup> trimestres 2014 et 2015). Il a ainsi atteint son niveau le plus bas depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2010 à 1,53 milliard d'euros. Cette dégradation du solde commercial s'explique par la stagnation des exportations et la hausse des importations. Ces dernières ont augmenté aussi bien pour les produits alimentaires que pour les boissons.

### Les prix des produits des industries alimentaires ont de nouveau reculé sur un an tandis que ceux des boissons ont continué d'augmenter

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, le chiffre d'affaires des IAA a progressé par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2015 (+ 2 %) grâce à

la hausse de la production, les prix à la production des produits des IAA ayant poursuivi leur repli pour la troisième année consécutive (- 0,6 % sur un an). Cette baisse provient du recul des prix des produits alimentaires (- 1,1 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2015), et plus particulièrement des cours du lait et des produits laitiers, les prix des boissons ayant progressé de 1,6 % sur la période.

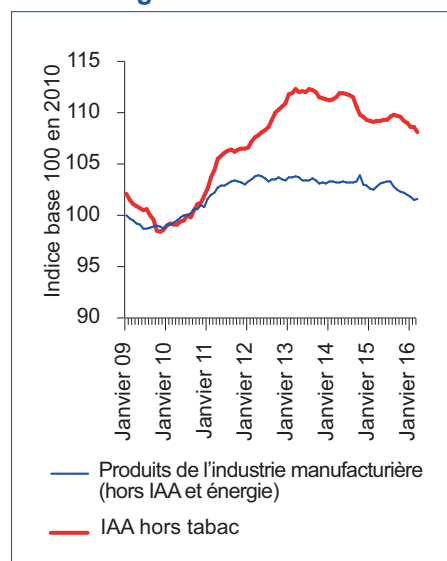
### Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, la croissance de la consommation des ménages s'est accélérée sur un an

Dans la continuité des hausses trimestrielles observées depuis début 2015, la consommation des produits des IAA s'est accrue de 2 % sur un an au 1<sup>er</sup> trimestre 2016. L'évolution diffère toutefois selon les produits. D'après les résultats des comptes trimestriels de l'Insee pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2016, la croissance, entamée début 2015, des volumes de produits alimentaires, boissons et tabac consommés par les ménages s'est accélérée au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 (+ 2,3 % sur un an). Pour les produits bruts de l'agriculture et de la pêche - fruits et légumes, poissons frais, etc. - la consommation du 1<sup>er</sup> trimestre 2016 s'est établie à un niveau proche de celui de l'année dernière, en rupture avec les baisses trimestrielles constatées depuis la fin 2014.

### Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, l'excédent commercial des boissons a de nouveau progressé sur un an

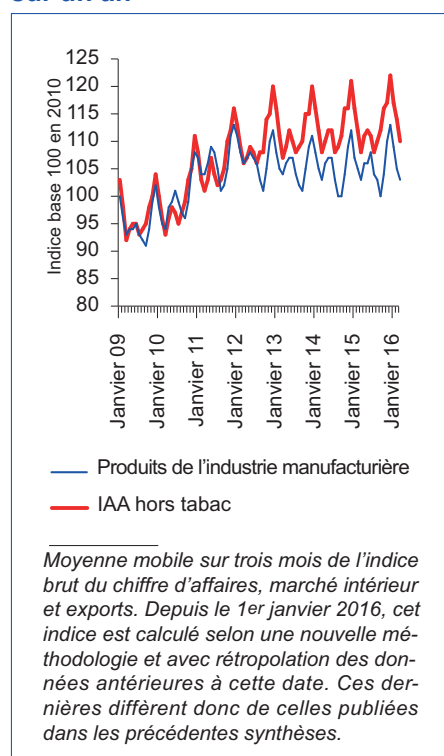
Entre les 1<sup>ers</sup> trimestres 2015 et 2016, la production de boissons, hors vins, s'est contractée (- 1 %), prolongeant la baisse observée au 4<sup>e</sup> trimestre 2015 et rompant avec la tendance haussière constatée depuis le début de l'année 2014. Le repli de la production de *boissons rafraîchissantes* (non alcoolisées) (- 8,8 % sur un an) a plus que compensé la reprise des productions de *champagne et mousseux* (+ 2,3 %), de *boissons alcooliques distillées* (+ 1,3 %) et de *bière* (+ 1,7 %), portée en partie par les demandes américaine et chinoise. La baisse de la production de *boissons rafraîchissantes* et donc plus globalement de *boissons*, est toutefois à relativiser dans la mesure où les volumes

### Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, les prix à la production des produits des IAA sont en léger retrait sur un an



Source : Insee - Indice brut des prix à la production pour le marché français, prix de marché (hors TVA, y compris impôts sur les produits, hors subventions)

### Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, le chiffre d'affaires des IAA a progressé sur un an



Source : Insee

produits au 1<sup>er</sup> trimestre 2015 avaient fortement augmenté sur un an, en raison d'un climat hivernal doux favorable à la consommation de ce type de boissons. La production avait ainsi atteint un très haut niveau. Entre les 1<sup>ers</sup> trimestres 2015 et 2016, le prix des boissons a progressé de 1,6 %, tirant le chiffre d'affaires à la hausse (+ 2,2 %).

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, l'excédent commercial des boissons en valeur a poursuivi sa croissance entamée fin 2014 (+ 2 % sur un an), mais à un rythme plus modéré qu'aux trimestres précédents. Cette augmentation s'explique par la progression plus importante des exportations que des importations. Les exportations ont été tirées par les ventes d'alcool, et plus particulièrement par les *boissons*

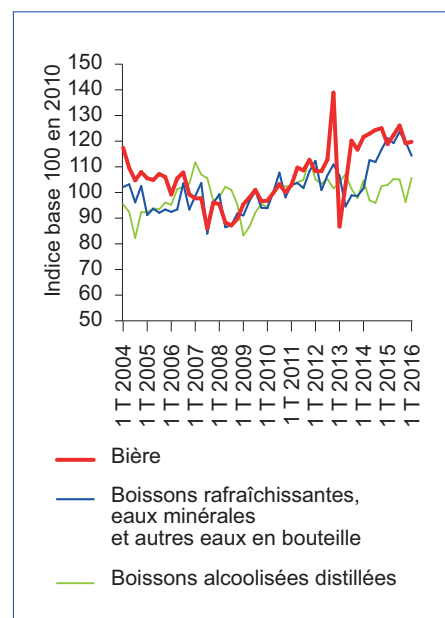
*alcooliques distillées* (+ 8 % entre les 1<sup>ers</sup> trimestres 2015 et 2016), les *champagne et mousseux* (+ 5 %) et les *vins* (+ 2 %). Le dynamisme des exportations s'explique en grande partie par l'augmentation des ventes aux pays tiers, notamment États-Unis et Singapour pour les *boissons alcooliques distillées*, États-Unis, Australie et Singapour pour les *champagne et mousseux*, et États-Unis, Chine et Hong Kong pour les *vins*.

### La croissance de la production de viande et produits à base de viande a tiré la production des IAA à la hausse

Au premier trimestre 2016, la croissance de la production de *viande et produits à base de viande*, représentant 30 % des industries alimentaires,

s'est accélérée (+ 1,8 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2015), tirant la production des IAA à la hausse. Le dynamisme

### Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, la production de boissons rafraîchissantes a reculé sur un an



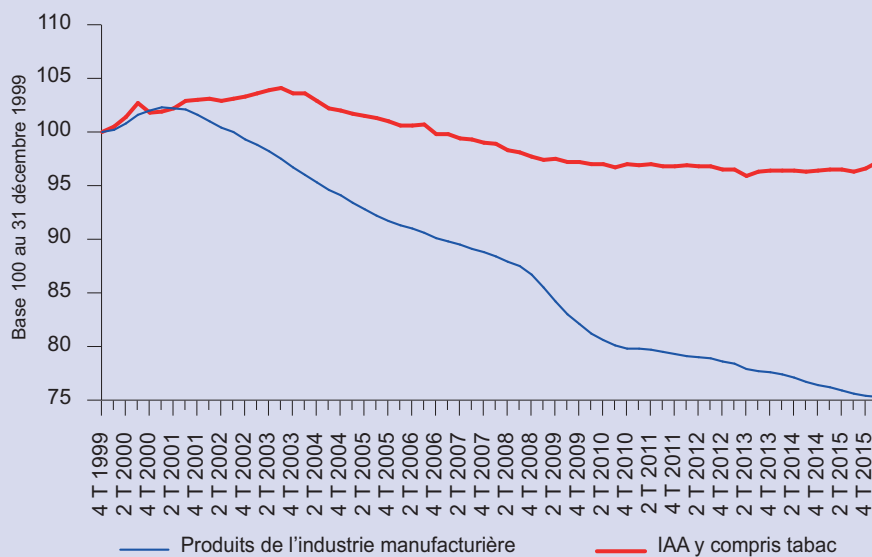
Source : Insee - Indice de la production industrielle (Ipi) CVS et CJO

### Le nombre de salariés dans les IAA s'est légèrement accru au 1<sup>er</sup> trimestre 2016

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, les IAA (produits alimentaires et boissons, tabac, artisanat de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie) ont employé 553 600 salariés (tous contrats et tous temps de travail confondus), soit une hausse de 0,8 % par rapport au 1<sup>er</sup>

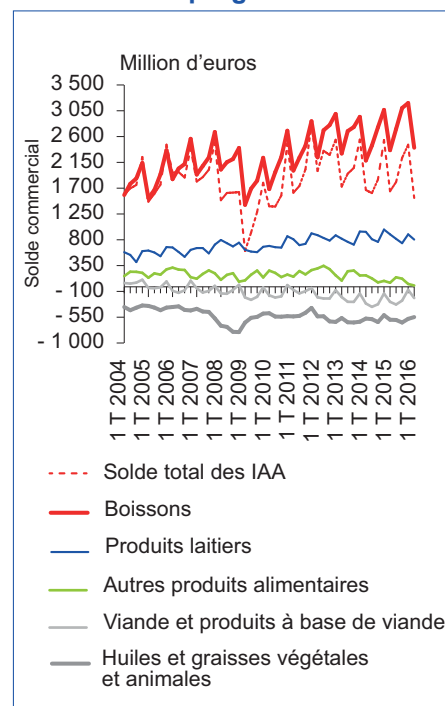
trimestre 2015. Dans l'ensemble de l'industrie manufacturière, l'emploi salarié a diminué de 1,1 % sur un an, soit près de 30 000 emplois de moins. Fin mars 2016, l'industrie manufacturière employait 2,7 millions de salariés.

### Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, l'emploi salarié dans les IAA a progressé sur un an



Source : Insee - Emploi en fin de trimestre (y compris artisanat commercial)

### Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, l'excédent commercial des boissons a de nouveau progressé sur un an



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes



de la production de viande a été porté par la production de *viande de boucherie et produits d'abattage* et de *produits à base de viande* (resp. + 2 % et + 3,7 % sur un an). En effet, sur les deux premiers mois de l'année 2016, les abattages de porcs et de bovins se sont accrus sur un an dans un contexte de baisse des cours. Seule la production de *viande de volaille* a stagné (+ 0,2 % entre les 1<sup>ers</sup> trimestres 2015 et 2016). Sur la même période, le chiffre d'affaires des *viande et produits à base de viande*, tout comme les prix, ont été stables.

D'après le Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, les volumes de viande de boucherie achetés par les ménages pour la consommation à domicile au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 ont été légèrement inférieurs à ceux du 1<sup>er</sup> trimestre 2015 (- 0,5 %), prolongeant les baisses sur un an observées depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2014. Cette diminution des quantités achetées touche toutes les catégories de viande, à l'exception des viandes d'autres espèces (gibier, etc.). Les achats de viande bovine ont le plus diminué (- 2,5 %), tandis que ceux de viande porcine ont le mieux résisté (- 0,4 %). Les volumes achetés de viande de volaille sont, quant à eux, restés stables sur un an pour le deuxième trimestre consécutif. Des disparités apparaissent toutefois selon les produits : les achats de poulets ont augmenté sur un an (+ 0,7 %), tandis que ceux de dinde et de canard ont poursuivi leur retrait (resp. - 1,3 % et - 3,1 %). Les achats de pintade ont également diminué (- 4,4 %), alors qu'ils avaient crû de près de 3 % entre les 1<sup>ers</sup> trimestres 2014 et 2015.

Dans le prolongement des baisses trimestrielles observées depuis début 2015, le déficit commercial en valeur des *viandes et produits à base de viande* s'est réduit au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 (- 23 % sur un an), grâce à une diminution des importations plus importante que celle des exportations. Si les importations de *viande de boucherie et produits d'abattage* se sont fortement contractées (- 13 % sur un an), contribuant à la réduction globale des importations, celles de *viande de volaille* ont augmenté (+ 3 %). Les exportations de ce type de viande

ont en revanche reculé (- 14 %), et à un moindre degré, celles de viande de boucherie et produits d'abattage (- 3 %). Seules les exportations de produits à base de viande ont progressé sur un an (+ 7 %).

### **Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, le chiffre d'affaires des produits à base de fruits et légumes a poursuivi sa croissance**

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, la production de *produits à base de fruits et légumes* est restée quasiment stable par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2015 (- 0,5 %). En effet, la baisse des fabrications de *jus de fruits et légumes* a été presque compensée par la hausse des *autres préparations et conserves à base de fruits et légumes* et des *préparations et conserves à base de pomme de terre*. Ces dernières ont progressé de 2,3 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2015, en partie sous l'effet du bon niveau de la production de pomme de terre sur la campagne 2015/2016. Des doutes quant aux approvisionnements lors de la jonction entre les deux campagnes ont également pu conduire les industriels à anticiper et à fabriquer, à l'avance, des produits à base de pomme de terre. Enfin, en décourageant la consommation de légumes d'hiver frais, les températures douces observées en début d'année 2016 ont pu favoriser la transformation de ces derniers. Le chiffre d'affaires a, de son côté, de nouveau progressé malgré le fléchissement des prix.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, le déficit commercial des *produits à base de fruits et légumes* s'est fortement creusé en valeur (+ 17 % sur un an), alors qu'il était resté stable entre les 1<sup>ers</sup> trimestres 2014 et 2015. Cette dégradation résulte de la baisse des exportations et de la hausse des importations (resp. - 6 % et + 6 %), principalement de *préparations et conserves à base de fruits et légumes*.

### **La production des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires s'est rétractée**

Après les hausses observées sur un an depuis le début de l'année 2014, la production des *produits de la bou-*

*langerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* a décroché au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 (- 2,6 % sur un an). Cette baisse est aussi bien liée au recul de la production de *biscuits, biscottes, pâtisseries de conservation* (- 2,9 %), qu'à celui des pâtes alimentaires (- 1,9 %). Les prix ont poursuivi leur baisse engagée au troisième trimestre 2014 (- 0,8 % sur un an), après une relative stabilisation lors des deux trimestres précédents. Malgré le repli de la production et des prix, le chiffre d'affaires du secteur a continué de progresser au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 (+ 7,2 % sur un an) (*encadré Sources, définitions et méthodes - point 3*).

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, le déficit commercial en valeur s'est réduit de 15 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2015, rompant avec les dégradations successives observées depuis 2013 sur un an. Cette amélioration s'explique par la progression plus soutenue des exportations que des importations (resp. + 7 % et + 1 %), en particulier de *pain, pâtisseries et viennoiseries fraîches* et de *biscuits, biscottes, pâtisseries de conservation*. En volume, le déficit commercial a également diminué grâce à la hausse des exportations de *pain, pâtisseries et viennoiseries fraîches* et à la baisse des importations de *pâtes alimentaires*, en lien avec la meilleure récolte française de blé dur, tant du point de vue quantitatif que qualitatif.

### **Les prix des produits du travail des grains et produits amylicés et des huiles et graisses végétales et animales ont poursuivi leur repli**

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, la production des *produits du travail des grains et produits amylicés* s'est stabilisée sur un an, la hausse de la production de *céréales transformées* (fabrication de céréales soufflées, grillées ou autrement transformées) (+ 5,6 %) et de *produits amylicés* (+ 0,8 %) ayant été compensée par la baisse de la production de *farine* (- 5 %). La production d'*huiles et graisses végétales et animales* s'est, quant à elle, repliée sur un an au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 (- 5 %), principalement en raison de la forte diminution de la trituration de graines de tournesol (- 37 %, soit - 149 000 tonnes), en lien

avec la baisse de la production nationale (- 25 % entre les campagnes 2014/2015 et 2015/2016).

Dans le sillage de la baisse des cours des céréales, et dans une moindre mesure des oléagineux depuis le début de l'année 2016, les prix des *produits du travail des grains et produits amyliacés* et des *huiles et graisses végétales et animales* se sont repliés sur un an au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, prolongeant les baisses entamées fin 2013 (resp. - 0,9 % et - 1,8 %).

Entre les 1<sup>ers</sup> trimestres 2015 et 2016, l'excédent commercial en valeur des *produits du travail des grains et produits amyliacés* s'est accru après deux années de baisse, tandis que le déficit commercial des *huiles et graisses végétales et animales* reculait. Pour les premiers, la progression résulte d'une hausse des exportations supérieure à celle des importations (resp. + 5 % et + 4 %). Pour les seconds, l'amélioration s'explique par une baisse des importations couplée à une augmentation des exportations (resp. - 2 % et + 11 %).

### Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, la production des aliments pour animaux a de nouveau reculé sur un an

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, la production d'*aliments pour animaux* s'est rétractée sur un an (- 3,5 %), prolongeant la baisse entamée au 2<sup>e</sup> trimestre 2013. Ce recul s'explique par la diminution de la production d'*aliments pour animaux de ferme* (- 4,4 % sur un an) et touche aussi bien les aliments à destination des bovins que ceux à destination des volailles et des porcins, avec toutefois un recul particulièrement marqué des aliments pour bovins. Ce moindre recours aux aliments s'inscrit dans un contexte de persistance de stocks issus de la bonne récolte fourragère de l'été 2015, de climat propice à la pousse de l'herbe, de baisse des cours du blé et des tourteaux de soja depuis le début 2016 favorisant une utilisation plus importante des aliments fabriqués à la ferme, et enfin d'épizootie de grippe aviaire intervenue fin 2015, qui a freiné la demande en aliments composés destinés aux élevages de canards.

Les prix des aliments pour animaux ont également reculé au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 sur un an (- 2,5 %), prolongeant la baisse observée depuis la fin de l'année 2013 après une brève stabilisation au trimestre précédent. Sous l'effet de la baisse conjointe de la production et des prix, le chiffre d'affaires a reculé de 2,1 %.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, l'excédent commercial des *aliments pour animaux* s'est détérioré en valeur pour le deuxième trimestre consécutif (- 9 % sur un an), en raison d'une baisse des exportations et d'une hausse des importations. Ces évolutions sont uniquement liées à des effets prix, l'excédent commercial s'étant amélioré en volume au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 (+ 7,4 % sur un an), principalement grâce à la progression des exportations et

au repli des importations d'*aliments pour animaux de ferme* (resp. + 2 % et - 11 %). Les importations d'aliments pour animaux d'agrément ont, quant à elles, légèrement augmenté sur un an (+ 0,9 % en volume) tandis que les exportations se réduisaient sur la même période (- 2,6 %).

### La production des produits laitiers a augmenté dans un contexte de collecte en hausse et de prix en baisse

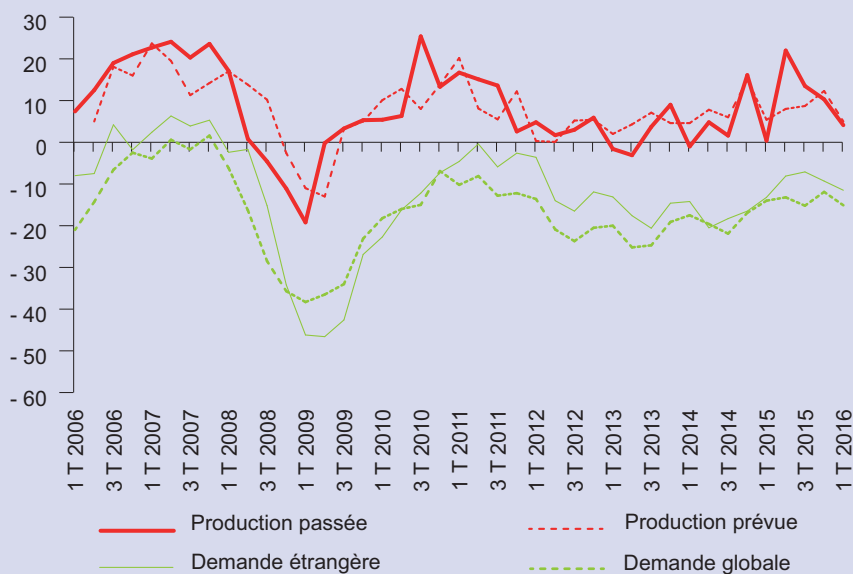
Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, la croissance de la production des produits laitiers entamée fin 2015 s'est prolongée (+ 2,8 % sur un an), dans un contexte de prix du lait toujours bas et de collecte laitière en hausse. La production a principalement été tirée par l'augmentation de la production de *lait liquide, crème de lait*

## Perspectives de production

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee, l'activité des IAA s'est dégradée par rapport à sa moyenne de long terme mais est meilleure que celle de l'année dernière à la même

période, essentiellement grâce aux commandes étrangères. Les perspectives personnelles de production pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2016 sont, quant à elles, positives et semblables à celles de l'année dernière.

### Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, les carnets de commande étrangers se sont regarnis



Les indicateurs présentés correspondent à la différence entre les pourcentages de réponses positives (hausse de la production, de la demande etc., selon l'indicateur) et négatives (baisse).

Source : Insee - Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie

et produits frais (+ 3,6 %), et dans une moindre mesure par celle de *laits secs* (+ 7,6 %). La production de *beurre* a également augmenté (+ 2,3 %), tandis que celle de *fromages* est restée stable (+ 0,4 %). Le chiffre d'affaires a poursuivi son recul (- 2 %), pénalisé par l'accélération de la baisse des prix (- 3,7 %).

Selon le Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, les achats de produits laitiers des ménages ont globalement diminué entre les 1<sup>ers</sup> trimestres 2015 et 2016. Les achats de produits ultra-frais, tels que les fromages frais et yaourts frais, ont reculé, de même que les achats de beurre et de crème. Seuls les achats de fromage, notamment de chèvre, ont progressé sur la période.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, l'excédent commercial des produits laitiers s'est dégradé en valeur sur un an pour le troisième trimestre consécutif (- 10 %), sous l'effet d'une baisse plus limitée des importations que des exportations. Ces dernières ont diminué pour l'ensemble des produits, à l'exception des glaces et sorbets (+ 7 %), principalement vers l'Union européenne, dans un contexte d'offres européenne et mondiale toujours abondantes. Le

recul sur un an est particulièrement marqué pour le *lait en poudre écrémé* (- 19 %), les *caséines et caséinates* (- 52 %) et le *beurre* (- 15 %). Du côté des importations, la baisse a concerné essentiellement les achats de *beurre* (- 7 %).

### L'excédent commercial des autres produits alimentaires s'est de nouveau fortement réduit

La production des *autres produits alimentaires* a augmenté de 0,9 % entre les 1<sup>ers</sup> trimestres 2015 et 2016, marquant le pas par rapport aux hausses observées lors des trois trimestres précédents (supérieures à 3 % sur un an). La production a été dynamisée par la hausse de la production de *cacao, chocolat et produits de confiserie* (+ 5,7 %), et freinée par le recul des productions de *café et thé transformés* et de *plats préparés* (resp. - 2,9 % et - 4 %). Les productions de *sucres* (y compris mélasse) et d'*aliments adaptés à l'enfant et diététiques* se sont quant à elles accrues (resp. + 1,9 % et + 3 %). Seules les fabrications des *autres produits alimentaires non classés ailleurs* (soupe, ovoproduits, levures, extraits et jus de viandes et de poissons...) sont restées stables par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2015. Au

1<sup>er</sup> trimestre 2016, la croissance du chiffre d'affaires s'est accélérée sur un an (+ 4,4 %), principalement grâce à la hausse de la production et, dans une moindre mesure, des prix (+ 0,5 %).

L'excédent commercial des *autres produits alimentaires* s'est une nouvelle fois significativement rétracté en valeur entre les 1<sup>ers</sup> trimestres 2015 et 2016 sous l'effet d'une hausse des importations supérieure à celle des exportations. Les importations de *cacao, chocolat et produits de confiserie* ont fortement augmenté au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 (+ 5 % sur un an) en raison de la hausse des prix, les volumes importés ayant reculé. À l'inverse, les exportations n'ont progressé que de 1 % par rapport à 2015. De la même manière, les importations d'*autres produits alimentaires non classés ailleurs* se sont accrues uniquement en raison d'un effet prix (+ 6 % en valeur et - 4 % en volume). Les importations de *sucres* (y compris mélasse) ont quant à elles augmenté, tant en valeur qu'en volume (resp. + 12 % et + 13 % sur un an), tandis que les exportations diminuaient (- 12 % en valeur et en volume), en lien avec la baisse de la production sur la campagne 2015/2016.

## Légère hausse de la production des IAA entre les 1<sup>ers</sup> trimestres 2015 et 2016

	1 <sup>er</sup> trimestre 2016/1 <sup>er</sup> trimestre 2015 (%)					Solde extérieur (million d'euros)	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	1 <sup>er</sup> trimestre 2016	1 <sup>er</sup> trimestre 2015
<b>Produits des industries alimentaires</b>	<b>0,8</b>	<b>- 1,1</b>	<b>1,9</b>	<b>- 1,3</b>	<b>1,1</b>	<b>- 880</b>	<b>- 703</b>
Viande et produits à base de viande	1,8	0,4	0,1	- 3,6	- 7,7	- 217	- 284
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	6,1	3,2	13,2	- 1,6	7,0	- 672	- 610
Produits à base de fruits et légumes	- 0,5	- 3,3	4,1	- 5,3	6,6	- 678	- 580
Huiles et graisses végétales et animales	- 5,0	- 1,8	0,2	10,9	- 1,7	- 549	- 595
Produits laitiers	2,8	- 3,7	- 2,0	- 7,2	- 3,9	805	895
Produits du travail des grains et produits amylacés	0,1	- 0,9	- 0,5	4,6	3,9	264	250
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	- 2,6	- 0,8	7,2	7,5	1,6	- 114	- 134
Autres produits alimentaires	0,9	0,5	4,4	1,1	3,7	2	50
Aliments pour animaux	- 3,5	- 2,5	- 2,1	- 2,8	5,2	278	305
<b>Boissons*</b>	<b>- 1,0</b>	<b>1,6</b>	<b>2,2</b>	<b>3,7</b>	<b>10,1</b>	<b>2 405</b>	<b>2 362</b>
<b>IAA hors tabac</b>	<b>0,6</b>	<b>- 0,6</b>	<b>2,0</b>	<b>0,2</b>	<b>1,8</b>	<b>1 525</b>	<b>1 659</b>

En raison notamment de différences de couverture (sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

\* Non compris : les vins pour la production et les fabrications de cidre et de vins de fruits pour le chiffre d'affaires. En revanche, ces produits sont pris en compte dans le calcul du solde commercial.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

	Année 2015/ Année 2014 (%)					Solde extérieur (million d'euros)	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	2015	2014
<b>Produits des industries alimentaires</b>	<b>0,9</b>	<b>- 1,9</b>	<b>- 0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>1,8</b>	<b>- 3 237</b>	<b>- 2 776</b>
Viande et produits à base de viande	0,5	- 1,9	- 0,1	- 0,5	- 3,9	- 944	- 1 142
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	1,2	0,2	2,7	11,0	4,7	- 2 910	- 2 827
Produits à base de fruits et légumes	- 4,7	- 2,2	2,3	- 3,2	2,1	- 2 512	- 2 355
Huiles et graisses végétales et animales	2,3	- 0,5	- 4,7	4,8	4,7	- 2 414	- 2 307
Produits laitiers	- 0,3	- 2,9	- 3,7	- 7,0	- 9,7	3 343	3 491
Produits du travail des grains et produits amylacés	3,0	- 3,9	- 1,8	- 0,7	3,6	1 047	1 121
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	3,8	- 0,7	1,7	4,8	8,1	- 493	- 406
Autres produits alimentaires	2,8	- 2,0	1,9	3,9	5,5	349	447
Aliments pour animaux	- 0,6	- 2,8	- 1,5	9,7	12,5	1 296	1 202
<b>Boissons*</b>	<b>4,1</b>	<b>0,6</b>	<b>2,2</b>	<b>8,0</b>	<b>5,0</b>	<b>11 378</b>	<b>10 453</b>
<b>IAA hors tabac</b>	<b>1,5</b>	<b>- 6,8</b>	<b>0,0</b>	<b>12,7</b>	<b>11,0</b>	<b>8 137</b>	<b>7 662</b>

En raison notamment de différences de couverture (sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

\* Non compris : les vins pour la production et les fabrications de cidre et de vins de fruits pour le chiffre d'affaires. En revanche, ces produits sont pris en compte dans le calcul du solde commercial.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

## IAA 2013 : la transformation des produits de l'élevage tient une place importante dans le secteur

En 2013, les entreprises agroalimentaires au sens large - industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie - comptaient près de 86 000 unités légales et employaient 680 000 salariés en équivalent-temps-plein d'après les résultats du dispositif Esane permettant l'élaboration des statistiques structurelles d'entreprises. Parmi elles, les industries agroalimentaires comptaient 16 200 unités et 435 000 salariés (hors artisanat commercial). Ces industries ont réalisé 45 % du chiffre d'affaires des unités

légales agroalimentaires. La transformation de produits de l'élevage tient une place importante dans le secteur : 37 % chiffre d'affaires des industries agroalimentaires et 38 % de l'emploi sont apportés par les industries de la viande et du lait. Ces deux activités ont par ailleurs été à l'origine de 30 % de la valeur ajoutée et de 31 % des exportations directes. Les industries très exportatrices de boissons et les « autres industries alimentaires » (sucre, chocolaterie, café, aliments diététiques, plats préparés, etc.) ont constitué les deux autres pôles de structuration majeurs des activités.

### Les chiffres clés des entreprises agroalimentaires en 2013

Secteurs d'activités (Naf rév. 2)	Nombre d'unités légales	Effectif salariés en équivalent- temps-plein	Effectif salariés au 31 décembre	Chiffre d'affaires H.T.		Valeur ajoutée <sup>1</sup> million d'euros
				Total million d'euros	dont à l'exportation %	
<b>Ensemble des entreprises agroalimentaires</b>	<b>85 856</b>	<b>678 524</b>	<b>775 341</b>	<b>372 254</b>	<b>19,0</b>	<b>51 976</b>
<b>Industries agroalimentaires</b>	<b>16 218</b>	<b>378 457</b>	<b>434 692</b>	<b>168 902</b>	<b>20,9</b>	<b>31 755</b>
<b>Industries alimentaires</b>	<b>13 093</b>	<b>334 023</b>	<b>365 066</b>	<b>140 784</b>	<b>19,0</b>	<b>24 101</b>
Transf. & conserv. viande & prép. viande	2 526	95 564	107 207	33 405	10,3	5 222
Transf. & conserv. poisson, crust., etc.	351	11 661	13 282	3 646	8,7	647
Transf. et conserv. de fruits et légumes	1 361	22 768	24 172	7 832	16,8	1 567
Fab. huile et graisse végétale & animale	235	3 309	3 528	7 672	42,5	418
Fabrication de produits laitiers	1 273	53 008	56 214	29 762	20,8	4 192
Travail des grains ; fab. prod. amylicés	462	13 442	14 470	7 615	44,1	1 292
Fab. prod. boulangerie-pâtis. & pâtes	1 594	43 086	46 386	10 397	15,6	2 629
Fabrication autres produits alimentaires	4 864	73 563	80 899	26 585	20,1	6 483
Fabrication d'aliments pour animaux	428	17 623	18 908	13 871	13,9	1 652
<b>Fabrication de boissons</b>	<b>3 125</b>	<b>44 434</b>	<b>69 626</b>	<b>28 118</b>	<b>30,3</b>	<b>7 653</b>
<b>Commerce de gros de prod. agroalimentaires (hors tabac)</b>	<b>25 253</b>	<b>160 078</b>	<b>177 041</b>	<b>189 434</b>	<b>18,6</b>	<b>13 844</b>
<b>Artisanat commercial</b>	<b>44 385</b>	<b>139 989</b>	<b>163 608</b>	<b>13 919</b>	<b>0,4</b>	<b>6 378</b>
Charcuterie	5 444	15 225	15 864	2 259	0,1	812
Cuisson de produits de boulangerie	3 618	8 176	9 984	842	0,4	313
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	30 932	104 912	123 749	9 653	0,3	4 690
Pâtisserie	4 391	11 676	14 012	1 164	2,2	563

1. Y compris autres produits et autres charges.

Champ : entreprises des industries agroalimentaires, de l'artisanat commercial et du commerce de gros agroalimentaires, hors tabac, Dom inclus.

Sources : Insee - Esane 2013, traitement SSP

## Sources, définitions et méthodes

- Les données conjoncturelles des industries agroalimentaires (IAA) sont présentées selon la nomenclature d'activité productive Naf rév.2 entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2008. Les IAA regroupent les industries alimentaires (division 10) et les fabrications de boissons y c. de vins (division 11), mais n'incluent pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12) :  
<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=nomenclatures/cpf2008/cpf2008.htm>
- Les IAA sont intégrées à l'ensemble « Industrie manufacturière » (section C de la nomenclature) qui regroupe toutes les industries manufacturières, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.
- Les différents indicateurs des IAA utilisés ont pour base 100 l'année 2010. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont, de ce fait, pas toujours immédiatement comparables.  
L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels alors que les autres indicateurs - Indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (IPP), données sur le commerce extérieur - sont des indicateurs de branche.  
Alors que la branche regroupe des unités de production homogènes, les secteurs d'activité regroupent des entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale mais qui peuvent avoir des productions ou services secondaires relevant d'autres items de la nomenclature d'activité. Compte tenu des champs respectifs des différents indicateurs, le chiffre d'affaires total d'une entreprise sera affecté à un seul poste de la nomenclature d'activité (l'activité principale) alors que sa production sera, le cas échéant, ventilée dans différents postes de la nomenclature.
- **Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie :**  
Le département de la conjoncture de l'Insee effectue une enquête mensuelle auprès des entreprises du secteur concurrentiel sur la situation et les perspectives d'activité dans l'industrie. Le champ de l'industrie retenu recouvre les secteurs de l'industrie manufacturière dont les fabrications de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac. Toutes les questions sont qualitatives et trimodales. Les résultats sont présentés sous la forme de soldes d'opinion, différence entre le pourcentage de réponses « en hausse » ou « supérieurs à la normale » et le pourcentage de réponses « en baisse » ou « inférieurs à la normale ». Cette présentation permet d'améliorer la lisibilité sans perte d'information notable.  
[http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind11/Emi\\_m2015.pdf](http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind11/Emi_m2015.pdf)
- Les données concernant les entreprises agroalimentaires au sens large, industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie sont obtenues à partir d'Esane (Élaboration des Statistiques Annuelles d'Entreprise) :  
<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/entreprises-agroalimentaires/esane-entreprises-agroalimentaires/>
- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :
  - l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets.
  - l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.
- Les comparaisons sont effectuées, sauf précision contraire, en glissement annuel, c'est-à-dire par rapport à la même période de l'année précédente.

## Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole – IAA » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

### Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Le tableau de bord mensuel des IAA qui retrace le climat conjoncturel des IAA, au travers de différents indicateurs et des chiffres du commerce extérieur.

### Les Synthèses conjoncturelles IAA :

- « En 2015, la production en volume des IAA a augmenté pour la 2<sup>e</sup> année consécutive » Synthèses n° 2016/286, mai 2016
- « Au 3<sup>e</sup> trimestre 2015, l'activité des IAA a de nouveau progressé sur un an » Synthèses n° 2015/280, février 2016
- « Au 2<sup>e</sup> trimestre 2015, l'activité des IAA a progressé par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2014 » Synthèses n° 2015/277, octobre 2015
- « Au 1<sup>er</sup> trimestre 2015, l'activité des IAA a progressé par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2014 » Synthèses n° 2015/273, juillet 2015
- « Le poste « Autres produits alimentaires » : 16 % de la production agroalimentaire française », Synthèses n° 2011/168, décembre 2011
- « Les fabrications françaises de produits laitiers s'adaptent à la hausse de la demande européenne et mondiale », Synthèses n° 2011/155, juillet 2011
- « Boissons alcooliques distillées : reprise de la demande états-unienne et essor de la demande chinoise », Synthèses n° 2010/136, décembre 2010

### Les primeurs IAA :

- « Productions commercialisées des industries agroalimentaires - Léger repli des ventes en 2014 », Agreste primeur n°330, novembre 2015
- « Productions commercialisées des industries agroalimentaires en 2013 », Agreste primeur n° 318, novembre 2014
- « Les entreprises agroalimentaires en 2011 », Agreste primeur n° 309, mars 2014
- « Une hausse plus modérée des ventes de produits agroalimentaires en 2012 », Agreste primeur n° 305, novembre 2013
- « Les exportations et les prix dopent les ventes » Agreste Primeur n° 287, septembre 2012

# ORGANISMES

**Agreste** : données collectées et diffusées par le SSP  
**AGPB** : Association générale des producteurs de blé et autres céréales  
**AGPM** : Association générale des producteurs de maïs  
**ASTREDHOR** : Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture  
**BNIC** : Bureau national interprofessionnel du cognac  
**CGB** : Confédération générale des planteurs de betteraves  
**CIC** : Conseil international des céréales  
**Cidéf** : Comité interprofessionnel de la dinde  
**Cifog** : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras  
**Cip** : Comité interprofessionnel de la pintade  
**CNCA** : Caisse nationale de crédit agricole  
**Cniel-Iri** : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.  
**CNIPT** : Comité interprofessionnel de la pomme de terre  
**CNPO** : Comité national pour la promotion de l'œuf  
**Coceral** : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne  
**Coop de France**  
**CTIFL** : Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes  
**DGAL** : Direction générale de l'alimentation  
**DGI** : Direction générale des impôts  
**DGCCRF** : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes  
**DGDDI** : Direction générale des douanes et droits indirects  
**DGPAAT** : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires  
**DSV** : Direction des services vétérinaires  
**Eurostat** : office statistique des communautés européennes  
**FranceAgriMer** : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009  
**FAO** : Food and agriculture organisation  
**FOP** : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux  
**GIPT** : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre  
**GNIS** : Groupement national interprofessionnel des semences et plants  
**Inra** : Institut national de la recherche agronomique  
**Insee** : Institut national de la statistique et des études économiques  
**Itavi** : Institut technique de l'aviculture  
**Matif** : Marché à terme international de France  
**OCM** : Organisation commune des marchés  
**Oilworld** : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals  
**OIS** : Organisation mondiale du sucre  
**OIV** : Organisation internationale de la vigne et du vin  
**OP** : Organisme de producteurs  
**RNM** : Réseau des nouvelles des marchés  
**SSP** : Service de la statistique et de la prospective  
**Snia** : Syndicat national des industriels de la nutrition animale  
**SNFS** : Société nationale des fabricants de sucre  
**Synalaf** : Syndicat national des labels avicoles de France  
**UE** : Union européenne (à 27 à partir de 2007)  
**Unctad** : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)  
**Unifa** : Union des industries de la fertilisation  
**Unip** : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines  
**USDA** : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)  
**WASDE** : Word agricultural supplies and demand estimates

## ABRÉVIATIONS

**AB** : agriculture biologique  
**AOC** : appellation d'origine contrôlée  
**AOP** : appellation d'origine protégée  
**ACE** : aides aux cultures énergétiques



**BDNI** : base de données nationales d'identification  
**BTP** : bâtiment et travaux publics  
**Caf** : coût, assurance, fret  
**Cib** : consommation indigène brute  
**Cic** : consommation indigène corrigée  
**CJO** : corrigé des jours ouvrables  
**CPA** : classification de produits associés aux activités  
**CPF** : classification de produits française  
**CVJA** : corrigé des variations journalières d'abattages  
**CVS** : corrigé des variations saisonnières  
**Fab** : franco à bord  
**Fob** : free on board  
**Ica** : Indice de chiffre d'affaires  
**IGP** : indication géographique protégée  
**IAA** : industries agroalimentaires  
**ICA** : indice de chiffre d'affaires  
**Ipa** : indice de prix de l'alimentation animale  
**Ipampa** : indice des prix d'achat des moyens de production agricole  
**IPC** : indice des prix à la consommation  
**Ipi** : indice des prix industriels  
**IPP** : indice de production industrielle  
**Ippap** : indice des prix des produits agricoles à la production  
**IPVI** : indice des prix de vente industriels  
**Isop** : informations et suivi objectif des prairies  
**Min** : marchés d'intérêt national  
**mm3, mm12** : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois  
**Naf** : nomenclature d'activités française  
**NC** : nomenclature combinée  
**Otex** : orientation technico-économique des exploitations  
**Pac** : poulet prêt à cuire  
**Pib** : production indigène brute  
**Pic** : production indigène contrôlée  
**ProdCom** : production communautaire  
**Rica** : réseau d'information comptable agricole  
**SAA** : statistique agricole annuelle  
**Sap** : statistique annuelle provisoire  
**Smic** : salaire minimum interprofessionnel de croissance  
**SRW** : soft red winter  
**tec** : tonne-équivalent-carcasse  
**teoc** : tonne-équivalent-œuf-coquille  
**TIPP** : taxe intérieure sur les produits pétroliers  
**TNO** : tendance nationale officielle  
**VAIG** : vins avec indication géographique  
**VCC** : vins de consommation courante  
**VDQS** : vins délimités de qualité supérieure  
**VQPRD** : vins de qualité produits dans des régions délimitées  
**VSM** : viande séparée mécaniquement

### Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : [www.snm.agriculture.gouv.fr](http://www.snm.agriculture.gouv.fr)

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : [agreste-info@agriculture.gouv.fr](mailto:agreste-info@agriculture.gouv.fr)



## Agreste : la statistique agricole

**Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt**  
**Secrétariat Général**

**SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**

3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP

Site internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot

Rédactrice en chef : Annie Delort

Composition : SSP Beauvais

Dépôt légal : À parution

© Agreste 2016

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole  
[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)



# Références des synthèses

## Synthèses

La douceur de l'hiver 2015-2016 a pesé sur les récoltes et la commercialisation des légumes de saison  
*Légumes d'hiver*

5 F. Kane

En 2015, la crise laitière et la FCO ont impacté la production et les marchés des bovins  
*Animaux de boucherie*

13 M.A. Lapuyade

Après une année 2014 favorable, le marché du foie gras français se maintient en 2015  
*Aviculture*

21 C. Pendariès

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, l'activité des IAA a très légèrement progressé par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2015  
*IAA*

29 M. Kuhn-le-Braz

## Organismes et abréviations

39

## Pour en savoir plus

41

## Liste des Infos rapides parues

Animaux de boucherie - Bovins, n° 7/11, août 2016  
Animaux de boucherie - Ovins, n° 7/11, août 2016  
Animaux de boucherie - Porcins, n° 7/11, août 2016  
Abricot n° 4/4, août 2016

Aviculture, n° 8/11, septembre 2016

Carotte n° 2/6, août 2016

Cerise, n° 3/3, juillet 2016

Chicorée n° 1/5, juin 2016

Chou-fleur n° 1/6, juillet 2016

Climatologie, n° 9/12, septembre 2016

Commerce extérieur agroalimentaire, n° 9/12, septembre 2016

Concombre, n° 3/5, juillet 2016

Courgette, n° 2/4, juillet 2016

Coûts de production, n° 7/10, juillet 2016

Endive, n° 5/5, juin 2016

Fraise, n° 4/4, juillet 2016

Grandes cultures et fourrages n° 7/10, septembre 2016

Lait, n° 7/11, juillet 2016

Laitue n° 1/6, juin 2016

Melon n° 3/5, août 2016

Pêche, n° 5/5, septembre 2016

Poireau, n° 1/5, juin 2016

Poire, n° 2/4, septembre 2016

Pomme, n° 4/6, septembre 2016

Prairies, n° 5/7, août 2016

Prix agricoles et alimentaires n° 6/10, septembre 2016

Stocks Pommes-Poires, n° 10/10, juillet 2016

Tomate, n° 4/6, août 2016

Viticulture n° 2/4, août 2016

*M.A. Lapuyade*

*M.A. Lapuyade*

*C. Pendariès*

*L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts*

*C. Pendariès*

*F. Kane*

*L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts*

*F. Kane*

*F. Kane*

*M. Le Turdu*

*T. Champagnol*

*F. Kane*

*F. Kane*

*M. Kuhn-le-Braz, A. Lavergne*

*F. Kane*

*F. Kane*

*O. Satger*

*S. Cazeneuve*

*F. Kane*

*F. Kane*

*L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts*

*F. Kane*

*L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts*

*L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts*

*L. Grassart*

*A. Delort*

*L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts*

*F. Kane*

*L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts*

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Les principales séries mensuelles sont présentes dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

Numéro 3 - septembre 2016

# Agreste : la statistique agricole

*Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt  
Secrétariat Général*

**SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**  
*Site Internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)*

---